

Annexe 1 : Appendice biographique

Les 106 personnalités dont les biographies figurent ici ont joué un rôle majeur dans la création de l'OMC, dans les négociations, dans le règlement des différends et dans la direction de l'institution. Il s'agit des directeurs généraux, des directeurs généraux adjoints, des chefs de cabinet, des présidents du Conseil général et des membres de l'Organe d'appel de 1995 à 2012, ainsi que de certains ministres, ambassadeurs, directeurs et autres personnalités citées dans le présent ouvrage.

Ces biographies s'appuient essentiellement sur les renseignements fournis directement par les intéressés, qui ont eu la possibilité de vérifier les indications les concernant.

Roderick Abbott (Union européenne et Royaume-Uni), né en 1938, a été Directeur général adjoint de 2002 à 2005. Il a obtenu une licence à l'Université d'Oxford en 1962, et, après sa retraite, il a été invité à donner des cours à la London School of Economics (LSE), à l'Institut universitaire européen de Florence et à la Western University de London (Ontario). Pendant ses 40 ans de carrière, d'abord au Board of Trade de Londres, puis à la Commission européenne à Bruxelles, il a été en poste plusieurs fois au Royaume-Uni et à Genève dans les délégations des CE, de 1968 à 1971, après le Kennedy Round, puis de 1975 à 1979, en tant que négociateur en chef adjoint pour le Tokyo Round, et de nouveau de 1996 à 2000 en tant qu'Ambassadeur et Chef de délégation. Ayant participé à la Conférence ministérielle de Tokyo qui a lancé le Tokyo Round en 1973, il a été attaché à la délégation des CE à Genève pour ces négociations, chargé en particulier des questions relatives aux obstacles non tarifaires, aux restrictions quantitatives et aux mesures de sauvegarde. Dans les années 1980 et 1990, il a été le négociateur principal dans les négociations tarifaires au titre de l'article XXIV:6 après les élargissements successifs des CE, il a régulièrement participé aux réunions des ministres du commerce de la Quadrilatérale. Pendant le Cycle d'Uruguay (1987-1993), il a été de nouveau le négociateur en chef adjoint des CE, chargé de surveiller depuis Bruxelles tous les domaines des négociations ; et, dans les dernières étapes du Cycle, il a été le négociateur principal dans les négociations tarifaires. Ayant été nommé Ambassadeur en 1996, il a joué un rôle central dans la première Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour, puis à Seattle et à Doha. En 2003, il a assisté à la Conférence ministérielle de Cancún en tant que Directeur général adjoint de l'OMC. Après son départ de l'OMC, il a travaillé à la London School of Economics et au Centre européen d'économie politique internationale (ECIPE), important groupe de réflexion sur la politique commerciale établi à Bruxelles. Il a collaboré successivement avec plusieurs cabinets de consultants à Bruxelles (GPlus Europe, APCO Worldwide et Kreab & Gavin Anderson). Il a enseigné et travaillé au World Trade Institute, à Berne, et au Centre international pour le commerce et le développement durable, à Genève. Il est l'auteur de documents de travail et de notes d'orientation de l'ECIPE (sur le règlement des différends à l'OMC et sur le Cycle de Doha) et il a écrit une histoire du commerce international des bananes de 1870 à 1930.

Georges Michel Abi-Saab (Égypte), né en 1933, a été membre de l'Organe d'appel de 2000 à 2008. Diplômé de droit à l'Université du Caire, il a poursuivi ses études de droit, d'économie et de sciences politiques à l'Université de Paris, Michigan (maîtrise d'économie), à la faculté de droit de Harvard (maîtrise et doctorat), à Cambridge et à Genève (doctorat en sciences politiques). Par la suite, il a souvent enseigné en tant que professeur invité, à la faculté de droit de Harvard, et dans les Universités de Tunis, de Jordanie et des Indes occidentales (La Trinité), ainsi que dans le cadre de la chaire Rennert à la faculté de droit de l'Université de New York, et de la chaire Henri Rolin dans des universités belges. M. Abi-Saab est professeur honoraire de

droit international à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, professeur honoraire à la faculté de droit de l'Université du Caire et membre de l'Institut de droit international. Il a été consultant auprès du Secrétaire général de l'ONU pour la préparation de deux rapports, l'un sur le *Respect des droits de l'homme dans les conflits armés* (1969 et 1970) et l'autre sur le *Développement progressif des principes et normes du droit international relatif au nouvel ordre économique international* (1984). Il a représenté l'Égypte à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire (1974 à 1977) et il a exercé les fonctions de conseil et d'avocat auprès de plusieurs gouvernements dans des affaires portées devant la Cour internationale de Justice (CIJ) ainsi que dans des arbitrages internationaux. Il a également exercé deux fois les fonctions de juge *ad hoc* auprès de la CIJ, de juge auprès de la Chambre d'appel du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal international pour le Rwanda et de Commissaire à la Commission d'indemnisation des Nations Unies. M. Abi-Saab est l'auteur de nombreux livres et articles, dont : *Les exceptions préliminaires dans la procédure de la Cour internationale : Étude des notions fondamentales de procédure et des moyens de leur mise en œuvre* (Paris, Pedone, 1967) ; *International Crises and the Role of Law : The United Nations Operation in the Congo 1960-1964* (Oxford University Press, 1978) ; *Le concept d'organisation internationale* (en tant qu'éditeur) (1980) ; et il a donné deux cours à l'Académie de droit international de La Haye : « Wars of National Liberation in the Geneva Conventions and Protocols » (Recueil des cours, vol. 165 (1979 IV)) et le « Cours général de droit international public » (Recueil des cours, vol. 207 (1987 VII)).

Yonov Frederick Agah (Nigéria), né en 1956, a été Président du Conseil général en 2011. Il a également présidé plusieurs organes de l'OMC : l'Organe de règlement des différends (2010), le Conseil du commerce des services (2009) ; l'Organe d'examen des politiques commerciales (2008), le Conseil des ADPIC (2007) et le Conseil du commerce des marchandises (2006). Il est actuellement Président de la Session extraordinaire du Conseil des ADPIC. M. Agah est titulaire d'une licence et d'une maîtrise d'économie de l'Université Ahmadu Bello, de Zaria, d'un master et d'un doctorat en commerce international de l'Université de Jos et d'une licence de droit de l'Université d'Abuja. Il a été chargé de cours à l'Institut polytechnique de Kaduna (1979-1981) ; rédacteur principal et responsable de la diffusion à la Benue Printing and Publishing Corporation (1982-1984) ; Directeur des ventes à la Benue Bottling Company (1984-1987) ; responsable de terrain à l'UTC Plc. (1990-1991) ; Directeur adjoint (affaires multilatérales) (1991-2001) et Directeur (commerce extérieur) (2002-2005). Il a été nommé Ambassadeur du Nigéria auprès de l'OMC en 2005. M. Agah a collaboré à diverses publications sur des questions commerciales, y compris des livres et des articles de revues spécialisées.

Celso Luiz Nunes Amorim (Brésil), né en 1942, a été Ministre des relations extérieures de 1993 à 1994 sous le Président Itamar Franco, puis de 2003 à 2010 sous le Président Luiz Inácio Lula da Silva. Diplômé en 1965 de l'Institut Rio Branco, école de relations internationales relevant du Ministère des affaires étrangères, il a obtenu une maîtrise de relations internationales à l'Académie diplomatique de Vienne en 1967. Il a été professeur de portugais à l'Institut Rio Branco et professeur de sciences politiques et de relations internationales à l'Université de Brasilia. Il est membre permanent du département des affaires étrangères de l'Institut des hautes études de l'Université de São Paulo. En 1987, il a été nommé secrétaire aux affaires internationales au Ministère de la science et de la technologie, poste qu'il a occupé jusqu'en 1989, année où il a été nommé Directeur général des affaires culturelles au Ministère des relations extérieures. M. Amorim est devenu Directeur général des affaires économiques en 1990, et en 1993, il a été promu au poste de Secrétaire général de l'Agence brésilienne des affaires étrangères. De 1991 à 1993, M. Amorim a été le délégué principal du Brésil auprès du GATT et d'autres organisations internationales à Genève. En tant que Ministre des relations extérieures, il a signé l'Accord de Marrakech au nom du Brésil en 1994. De 1995 à 1999, il a été le Représentant permanent du Brésil auprès des Nations Unies à New York. En 1999, il a été nommé Représentant permanent du Brésil auprès de l'OMC et de l'Organisation des Nations Unies à Genève, poste qu'il a occupé pendant deux ans avant d'être nommé Ambassadeur au Royaume-Uni en 2001. M. Amorim est devenu Ministre de la défense sous la présidence de Dilma Rousseff en 2011.

Lady Catherine Ashton (Royaume-Uni), née en 1956, a été Commissaire européenne au commerce de 2008 à 2009. Après avoir obtenu une licence de sociologie au Bedford College en 1977, Mme Ashton a travaillé comme administratrice de la Campagne pour le désarmement nucléaire de 1977 à 1983. De 1979 à 1981, elle a été directrice administrative de Coverdale Organisation, un cabinet de conseil en gestion. À partir de 1983, elle a travaillé pour le Central Council for Education and Training in Social Work. Entre 1983 et 1989, elle a été directrice de Business in the Community, qui travaille avec les entreprises pour réduire les inégalités, et elle a établi le Employers' Forum on Disability, Opportunity Now et le Windsor Fellowship. Pendant la plus grande partie des années 1990, elle a travaillé comme conseillère indépendante en matière de politiques. Elle a été nommée pair à vie pour le Parti travailliste en tant que Baronne Ashton de Upholland en 1999, sous le Premier Ministre Tony Blair. Elle est devenue Présidente de la Chambre des Lords et Présidente du Conseil privé de la Reine dans le premier Cabinet du Premier Ministre Gordon Brown en 2007. À l'époque, elle était également chargée des questions d'égalité à la Chambre des Lords et elle a largement contribué à l'adoption du Traité de Lisbonne par la Chambre des Lords. En 2009, elle est devenue la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

James Bacchus (États-Unis), né en 1949, a été membre de l'Organe d'appel de 1995 à 2003. Licencié d'histoire de l'Université Vanderbilt avec la mention *magna cum laude* (1971), membre de la société *Phi Beta Kappa*, titulaire d'une maîtrise de l'Université de Yale (1973), M. Bacchus est diplômé, avec mention, de la faculté de droit de l'Université d'État de Floride, où il a été rédacteur en chef de la *FSU Law Review* (1978). Il a obtenu le titre de docteur *honoris causa* du Rollins College, du Sierra Nevada College et de l'Université de Floride centrale. M. Bacchus a donné de nombreux cours et conférences sur le droit international et sur le droit du commerce international aux États-Unis et ailleurs. Avant d'être nommé à l'Organe d'appel, il a été deux fois membre du Congrès des États-Unis pour la Floride de 1991 à 1995. M. Bacchus avait occupé auparavant le poste d'assistant spécial du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, au Secrétariat général de la Présidence des États-Unis, de 1979 à 1981. Il possède en outre une vaste expérience de la pratique privée du droit international public et privé. À l'heure actuelle, il exerce au Cabinet Greenberg Traurig LLP et il enseigne le droit à la faculté de droit de l'Université Vanderbilt.

Luiz Olavo Baptista (Brésil), né en 1938, a été membre de l'Organe d'appel de 2001 à 2009. Après avoir obtenu un diplôme de droit à l'Université catholique de São Paulo, il a poursuivi des études supérieures à la faculté de droit de l'Université Columbia et à l'Académie de droit international de La Haye, et il a obtenu un doctorat en droit international à l'Université Paris II. Il a enseigné à l'Université du Michigan (Ann Arbor) de 1978 à 1979 et à l'Université Paris I et Paris X entre 1996 et 2000. M. Baptista a été arbitre à la Commission d'indemnisation des Nations Unies dans plusieurs litiges commerciaux privés et dans des procédures entre États et investisseurs, ainsi que dans des différends au titre du Protocole de Brasilia du Marché commun du Sud (MERCOSUR). Par ailleurs, il a participé en tant que conseiller juridique à divers projets parrainés par la Banque mondiale, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le Programme des Nations Unies pour le développement. Il a été membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye de 1996 à 2003, et depuis 1999, il est membre de l'Institut des pratiques commerciales internationales et de la Commission des politiques du commerce et de l'investissement de la Chambre de commerce internationale. En outre, il est l'un des arbitres désignés en vertu du Protocole de Brasilia depuis 1993. M. Baptista est aussi associé principal au cabinet d'avocats L.O. Baptista à São Paulo (Brésil), où il s'occupe principalement de droit des sociétés, d'arbitrage et de différends internationaux. Il a enseigné le droit commercial international à la faculté de droit de l'Université de São Paulo jusqu'en 2012. On lui doit de nombreux ouvrages sur diverses questions, publiés au Brésil et à l'étranger.

Charlene Barshefsky (États-Unis), née en 1950, a été Représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) de 1997 à 2001, après avoir été USTR adjointe de 1993 à 1996. Titulaire d'une double licence d'anglais et de sciences politiques de l'Université du Wisconsin Madison, obtenue en 1972, elle a obtenu en 1975 un doctorat de droit à la faculté de droit Columbus de l'Université catholique d'Amérique. Elle est associée internationale principale au cabinet d'avocats Wilmer Cutler Pickering Hale

and Dorr. Mme Barshefsky a écrit de nombreux ouvrages et fait de nombreuses conférences sur le droit commercial et les régimes de marchés publics des États-Unis et d'autres pays.

Lilia R. Bautista (Philippines), née en 1935, a été membre de l'Organe d'appel de 2007 à 2012. Elle est titulaire d'une licence de droit et d'un MBA de l'Université des Philippines et a obtenu une maîtrise de droit à l'Université du Michigan en tant que titulaire d'une bourse Dewit. Au cours de sa longue carrière dans l'administration des Philippines, elle a exercé les fonctions de juriste au Cabinet du Président, de juriste principale puis de gouverneur et Présidente du Conseil des investissements et de Ministre du commerce par intérim de février à juin 1992. De 1992 à 1999, Mme Bautista a été la Représentante permanente des Philippines à Genève auprès de l'ONU, de l'OMC, de l'OMS, de l'OIT et d'autres organisations internationales. Pendant la durée de son mandat à Genève, elle a présidé plusieurs organes, y compris le Conseil du commerce des services de l'OMC. Entre 1999 et 2000, elle a été Sous-Secrétaire principale et négociatrice commerciale spéciale au Département du commerce et de l'industrie à Manille. Mme Bautista a été Présidente de la Commission des opérations de bourse des Philippines de 2000 à 2004. Elle est actuellement doyenne de la faculté de droit de l'Université Jose Rizal et maître de conférences à l'Académie judiciaire des Philippines, où sont formés les juges et les avocats du pays. Elle est aussi membre de plusieurs conseils d'administration.

Christopher Beeby (Nouvelle-Zélande), (1935-2000), a été membre de l'Organe d'appel de 1995 à 2000. Après avoir obtenu un diplôme de droit à l'Université Victoria de Wellington et à la London School of Economics, M. Beeby est entré à la division juridique du Ministère des affaires étrangères en 1963, où il a été conseiller juridique de la délégation néo-zélandaise qui a négocié l'Accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie. En 1969, il est devenu chef de la division. En 1976, il a été nommé chef de la division économique, poste qu'il a occupé jusqu'à sa nomination comme Ambassadeur en Iran et au Pakistan de 1978 à 1980. De retour à Wellington, il a occupé d'abord le poste de Sous-Secrétaire puis, à partir de 1985, celui de Secrétaire adjoint chargé des divisions économique et juridique. En 1992, il a été nommé Ambassadeur de Nouvelle-Zélande en France et en Algérie et Représentant permanent auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Ujal Singh Bhatia (Inde), né en 1950, a été nommé à l'Organe d'appel en 2011 pour un mandat allant jusqu'en 2015. Titulaire d'une maîtrise d'économie de l'Université de Manchester et de l'Université de Delhi, ainsi que d'une licence d'économie de l'Université de Delhi, il est entré au Service administratif indien en 1974. De 2004 à 2010, M. Bhatia a été Ambassadeur et Représentant permanent de l'Inde à l'OMC. En cette qualité, il a participé activement au processus de règlement des différends, représentant l'Inde – comme plaignant et comme défendeur – dans plusieurs affaires concernant l'antidumping, ainsi que des questions de taxation et de droits d'importation. Il a également été membre de groupes spéciaux chargés du règlement des différends à l'OMC. M. Bhatia a été auparavant Secrétaire adjoint au Ministère indien du commerce, chargé de diverses questions commerciales internationales. Il a aussi été Secrétaire adjoint du Ministère de l'information et de l'audiovisuel et il a occupé différents postes dans le gouvernement de l'État indien de l'Orissa et dans l'administration industrielle dans l'État. M. Bhatia donne régulièrement des cours sur les questions commerciales internationales et il a publié de nombreux articles dans des revues indiennes et étrangères sur diverses questions commerciales et économiques.

Richard Blackhurst (États-Unis), né en 1937, a été Directeur du Service de recherches et d'analyses économiques du GATT et de l'OMC de 1985 à 1997. M. Blackhurst a obtenu une licence en administration des affaires à l'Université de Californie à Los Angeles en 1959 et un doctorat en économie à l'Université de Chicago en 1968. Après avoir enseigné à l'Université de Chicago (1965-1967), à l'Université Rutgers (1967-1970) et à l'Université de Waterloo (1972-1974), il est entré au Secrétariat du GATT en 1974. M. Blackhurst a été expert résident à la Commission tarifaire des États-Unis de 1968 à 1969, professeur adjoint à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève de 1974 à 2002 et rédacteur-fondateur de la *World Trade Review* de 2001 à 2004. Depuis 2004, il est professeur adjoint à la Fletcher School de l'Université Tufts. M. Blackhurst est l'auteur de nombreux articles et de contributions à des ouvrages collectifs.

Clemens Boonekamp (Pays-Bas), né en 1945, a été Directeur de la Division de l'examen des politiques commerciales (1998-2009) et de la Division de l'agriculture et des produits de base (2009-2012) à l'OMC. M. Boonekamp a obtenu une licence de sciences commerciales (avec mention) à l'Université Rhodes en Afrique du Sud (1967), une maîtrise d'économie à l'Université Simon Fraser au Canada (1972) et un doctorat en économie à l'Université Brown aux États-Unis (1976). Après avoir enseigné l'économie à l'Université de la Colombie britannique (1976-1980), il est devenu économiste principal au Fonds monétaire international (1980-1991). Il a commencé sa carrière à l'OMC en 1991 en qualité de conseiller à la Division de l'examen des politiques commerciales puis à la Division des relations extérieures. Depuis 2012, il travaille comme consultant. Il est l'auteur de nombreux articles et documents sur les choix de portefeuille, l'incertitude, les restrictions volontaires à l'exportation, la politique industrielle et d'autres questions commerciales et économiques.

Lord Leon Brittan (Royaume-Uni), né en 1939, a été Commissaire européen au commerce de 1993 à 1999. Il a étudié à la Haberdashers' Aske's Boys' School puis au Trinity College (Université de Cambridge), où il a été Président de la Cambridge Union Society et de la Cambridge University Conservative Association. Élu député en 1974, il est devenu porte-parole de l'opposition en 1976. Il a été nommé Conseil de la Reine en 1978. De 1979 à 1981, M. Brittan a été Ministre d'État au Home Office, avant d'être nommé Secrétaire au Trésor. Il a été Ministre de l'intérieur de 1983 à 1985, puis Secrétaire d'État au commerce et à l'industrie. Nommé Commissaire européen à la concurrence au début de 1989, il a renoncé à son mandat de député pour prendre ce poste. En 1995, il est devenu Commissaire européen au commerce et Commissaire européen aux affaires extérieures, servant aussi comme Vice-Président de la Commission européenne. Anobli en 1989, il est devenu Baron Brittan de Spennithorne dans le comté de North Yorkshire en 2000. Administrateur non exécutif d'Unilever et membre du comité consultatif international de Total, Lord Brittan est aussi Vice-Président d'UBS AG Investment Bank depuis 2000, mais il s'est mis en disponibilité de septembre 2010 à février 2011 pour servir comme conseiller commercial du Premier Ministre. Lord Brittan est l'auteur de deux livres sur l'Europe et il a écrit de nombreux articles. Il est titulaire de diplômes honorifiques de plusieurs universités.

Kåre Bryn (Norvège), né en 1944, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2000. Diplômé de l'École nationale des hautes études commerciales de Norvège en 1968, il est entré au Ministère norvégien des affaires étrangères en 1969. Après avoir occupé des postes diplomatiques à Londres, Belgrade et Genève, il a été promu Sous-Secrétaire d'État adjoint en 1989. Il est resté à ce poste jusqu'en 1999, année où il a été nommé Ambassadeur de la Norvège auprès de l'OMC et de l'Association européenne de libre-échange (AELE). De 2003 à 2006, il a été Ambassadeur aux Pays-Bas. M. Bryn est ensuite devenu Secrétaire général de l'AELE (2006-2012).

Seung Wha Chang (République de Corée), né en 1963, a été nommé à l'Organe d'appel en 2012 pour un mandat allant jusqu'en 2016. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise de la faculté de droit de l'Université nationale de Séoul, ainsi que d'une maîtrise et d'un doctorat en droit commercial international de la faculté de droit de Harvard. M. Chang a commencé sa carrière universitaire à la faculté de droit de l'Université nationale de Séoul en 1995 et a obtenu un poste de professeur en 2002. Il a enseigné le droit commercial international à la faculté de droit de Harvard, à la faculté de droit de Yale, à la faculté de droit de Stanford, à l'Université de New York, à la faculté de droit de Duke et à l'Université de Georgetown, entre autres. En 2007, il a été nommé *Nomura Visiting Professor of International Financial Systems* à la faculté de droit de Harvard. M. Chang a été juge au tribunal de district de Séoul, où il s'est occupé de nombreuses affaires relatives aux disciplines commerciales internationales. Il a aussi travaillé en tant qu'avocat étranger dans un cabinet d'avocats international à Washington (D.C.), où il s'est occupé des questions commerciales internationales, notamment de différends relatifs à des mesures commerciales correctives et de différends concernant l'OMC. Il a fait partie de plusieurs groupes spéciaux de l'OMC et il a aussi été président ou membre de plusieurs tribunaux arbitraux chargés de régler des litiges commerciaux. En 2009, la Chambre de commerce internationale l'a nommé membre de la Cour internationale d'arbitrage. M. Chang a publié de nombreux ouvrages et articles sur

le droit commercial international dans des revues de réputation internationale. En outre, il siège au conseil de rédaction ou conseil consultatif du *Journal of International Economic Law* et du *Journal of International Dispute Settlement*. M. Chang est actuellement professeur de droit à l'Université nationale de Séoul où il enseigne le droit commercial international et l'arbitrage international.

John Crosbie (Canada), né en 1931, a été Ministre du commerce de 1988 à 1991. Il a étudié les sciences politiques et l'économie à la Queen's University de Kingston (Ontario) et il a obtenu en 1956 un diplôme de droit de l'Université Dalhousie d'Halifax (Nouvelle-Écosse). Il a poursuivi des études supérieures à l'Institute for Advanced Legal Studies de l'Université de Londres et à la London School of Economics de 1956 à 1957, avant d'être admis au Barreau de Terre-Neuve en 1957. M. Crosbie est entré en politique comme membre du Conseil municipal de Saint-Jean de Terre-Neuve, où il est resté jusqu'à sa nomination au Cabinet provincial du Premier Ministre libéral Joey Smallwood en 1966. Il a quitté la scène politique provinciale en 1976, lorsqu'il a été élu à la Chambre des communes du Canada. M. Crosbie a été nommé Ministre de la justice en 1984, Ministre des transports en 1986 et Ministre du commerce international en 1988, peu après la négociation de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Il a terminé sa carrière comme Ministre des pêches et des océans en 1993. En 2008, M. Crosbie a été nommé lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador par la Gouverneure générale Michaëlle Jean.

William R. Crosbie (Canada), né en 1955, a été conseiller politique en matière de négociations commerciales auprès du Ministre du commerce international John Crosbie de 1988 à 1991, à l'époque où le Canada a proposé de créer l'OMC. De 1993 à 2000, il a occupé plusieurs postes de direction dans lesquels il était chargé de la participation du Canada aux réunions et organisations commerciales (APEC, ZLEA, ALENA, OCDE, OMPI, OMC, etc.) et aux négociations commerciales sur les services, l'investissement, la propriété intellectuelle, le commerce électronique, les télécommunications et les industries culturelles. Il a été ensuite Ministre-conseiller en matière de politique économique et commerciale à l'Ambassade du Canada à Washington (2000-2004); Directeur général pour l'Amérique du Nord au Ministère des affaires étrangères, du commerce et du développement (2004-2007); Sous-Ministre adjoint aux services consulaires et à la gestion des urgences (2007-2009); Ambassadeur du Canada en Afghanistan (2009-2011); et de nouveau Sous-Ministre adjoint aux services consulaires et à la gestion des urgences (2011-2012). Depuis 2012, il est Sous-Ministre adjoint pour l'Amérique du Nord, les services consulaires et la gestion des urgences et chef de la sécurité.

Karel De Gucht (Belgique), né en 1954, est Commissaire européen au commerce depuis 2010. Il a obtenu un diplôme de droit à l'Université libre de Bruxelles en 1976. M. De Gucht a été député au Parlement européen de 1995 à 1999 et au Parlement flamand de 1999 à 2003. Il a aussi été Ministre des affaires étrangères de la Belgique de 2004 à 2009 puis Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire de 2009 à 2010. Parmi ses publications, on peut citer *Time and Tide Wait for No Man: The Changing European Geopolitical Landscape* (1991) et *De toekomst is vrij: over het liberalisme in de 21ste eeuw* (2002).

Luis Ernesto Derbez (Mexique), né en 1947, a été Secrétaire d'État à l'économie (2000-2002) et Secrétaire d'État aux affaires étrangères (2003-2006) dans le gouvernement mexicain. Titulaire d'une licence d'économie de l'Université autonome de San Luis Potosí (1970), M. Derbez a obtenu une bourse Fulbright-Haynes; il a achevé une maîtrise d'économie à l'Université de l'Oregon (1974), puis un doctorat en économie à l'Université d'État de l'Iowa (1980). Au cours de sa carrière professionnelle et universitaire, il a travaillé à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement et il a enseigné à la School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins et à l'Instituto Tecnológico de Monterrey. Il a également été consultant auprès de plusieurs grandes entreprises privées mexicaines. En 2001 et 2002, il a présidé le Conseil d'administration des sociétés Exportadora de Sal S.A. et Transportes de Sal S.A., coentreprises entre l'État mexicain et la Mitsubishi Corporation. Auparavant, il a servi comme Secrétaire à l'économie dans le gouvernement du Président Vicente Fox de 2000 à 2003. Depuis 2007, il est Directeur général du Centre d'études de la mondialisation, de la compétitivité et de la démocratie à l'Institut technologique de Monterrey (Campus de Santa Fe) et secrétaire aux affaires internationales du Parti d'action nationale. M. Derbez est actuellement Président de l'Université des Amériques de Puebla.

Victor do Prado (Brésil), né en 1961, a été chef de cabinet adjoint pendant le mandat de Pascal Lamy (2005-2012) ; il a présidé le Comité du projet de construction de l'OMC (à partir de 2007) et il est Directeur de la Division du Conseil et du Comité des négociations commerciales (depuis 2012). Diplômé de la faculté de droit de l'Université de São Paulo en 1984, il a obtenu une maîtrise de relations internationales (premier de sa promotion) de l'Institut Rio Branco (académie diplomatique brésilienne) en 1999. Il a été chercheur invité en droit de l'intégration économique à la London School of Economics (1991). Entré au Ministère des relations extérieures en 1990, il a été en poste à la Mission permanente du Brésil à Genève de 1993 à 1997. Après avoir servi comme assistant commercial et économique auprès du Ministre des relations extérieures Luiz Felipe Lampreia (1997-2001) et à l'Ambassade du Brésil à Berlin (2001-2002), il est entré au Secrétariat de l'OMC, où il a été conseiller à la Division des règles de 2002 à 2005. M. do Prado est l'auteur de plusieurs articles sur des questions de politique commerciale et sur le règlement des différends.

Arthur Dunkel (Suisse), né au Portugal en 1932, décédé en 2005, a été Directeur général du GATT de 1980 à 1993. Diplômé de sciences économiques et commerciales de l'Université de Lausanne, il est entré à l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (Département de l'économie publique), où il a dirigé successivement les sections chargées des questions concernant l'Organisation de coopération et de développement économiques (1960), de la coopération avec les pays en développement (1964) et de la politique commerciale mondiale (1971). En 1973, il a été nommé Représentant permanent auprès du GATT avec le rang de ministre plénipotentiaire. En 1976, M. Dunkel a été promu délégué du Conseil fédéral pour les accords commerciaux et ambassadeur plénipotentiaire. En cette qualité, il a été chargé des questions de politique commerciale mondiale, des relations commerciales et économiques multilatérales avec les pays en développement, de l'industrialisation, du commerce des produits agricoles et des produits primaires, et des relations commerciales bilatérales avec divers partenaires. Il a été chef, ou chef par intérim, de la délégation suisse aux négociations du Tokyo Round, aux IV^{ème} et V^{ème} sessions de la CNUCED, auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et aux Conférences sur les produits de base, entre autres. Il a aussi occupé d'autres postes, notamment au Groupe intergouvernemental du financement supplémentaire (1968), comme rapporteur du Conseil de la CNUCED (1969), comme Président du Comité de la balance des paiements du GATT (1972-1975), et comme Président de la Conférence des Nations Unies sur un nouvel accord sur le blé (1978).

Claus Dieter Ehlermann (Allemagne), né en 1931, a été membre de l'Organe d'appel de 1995 à 2001. En 1961, M. Ehlermann est entré au Service juridique de la Commission européenne, dont il est devenu le chef en 1977. Il a été Directeur général du Service juridique pendant dix ans, jusqu'en 1987, année où il a été nommé porte-parole de la Commission et conseiller spécial du Président pour les questions institutionnelles. De 1990 à 1995, il est été Directeur général de la Direction générale de la concurrence, ce qui l'a amené à avoir des contacts étroits avec les autorités de la concurrence des États-Unis (dans le cadre de l'Accord de coopération bilatéral entre les États-Unis et l'Union européenne, négocié en 1990 et 1991), ainsi qu'avec celles du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Il a également prêté son concours aux nouvelles autorités de la concurrence des pays en transition d'Europe centrale et orientale. Depuis 1972, M. Ehlermann poursuit une carrière universitaire, enseignant le droit communautaire à Bruges, Bruxelles, Hambourg et Florence. Il a occupé la chaire de droit économique à l'Institut universitaire européen de Florence et il est professeur honoraire à l'Université de Hambourg. Il est l'auteur de plus de 200 publications depuis 1991, traitant principalement du droit et de la politique de la concurrence, de la politique industrielle et de la coopération internationale. En outre, il est membre de plusieurs organes consultatifs universitaires, où il s'occupe en particulier des études juridiques. M. Ehlermann est entré en 2002 au bureau de Bruxelles du Cabinet Wilmer, Cutler et Pickering.

Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande), a été Ambassadeur à l'OMC et Président du Comité des négociations sur l'agriculture de 2005 à 2009 et il a siégé dans 13 groupes spéciaux chargés du règlement des différends. Ancien Président du Comité des échanges de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Comité des subventions du GATT, et ancien membre du Bureau du Comité néo-

zélandais du Conseil de coopération économique du Pacifique, il a travaillé de 1995 à 2000 au secrétariat de l'OCDE, d'abord comme chef de division à la Direction des échanges puis comme Directeur adjoint. En 2012, il a quitté le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur où il occupait depuis 2009 le poste de Vice-Ministre du commerce international, chargé de gérer les négociations commerciales et économiques multilatérales et bilatérales de la Nouvelle-Zélande. Il est retourné à l'OCDE en 2012 pour diriger les projets de l'organisation concernant le catalogage, l'analyse et la mesure des obstacles au commerce des services et l'analyse des implications pour la politique commerciale des travaux de l'OCDE sur le commerce en termes de valeur ajoutée. M. Falconer est l'auteur de plusieurs publications sur le commerce international.

Florentino Feliciano (Philippines), né en 1928, a été membre de l'Organe d'appel de 1995 à 2001. Diplômé de droit de l'Université des Philippines, il a ensuite obtenu une maîtrise et un doctorat en droit à l'Université de Yale. Il a enseigné à la faculté de droit de l'Université des Philippines et de l'Université de Yale. Membre de l'Institut de droit international, il a donné des conférences à l'Académie de droit international de La Haye, dont il est un des curateurs. Il a été juge à la Cour suprême des Philippines et Vice-Président du Conseil académique de l'Institut du droit et des pratiques des affaires internationales de la Chambre de commerce internationale de Paris. Avant d'entrer dans la magistrature en 1986, M. Feliciano était membre depuis 1962, puis associé et Président du comité exécutif du Cabinet d'avocats SyCip, Salazar, Feliciano et Hernandez, où il s'occupait des affaires relevant du droit commercial et du droit des sociétés ainsi que des affaires concernant les pratiques antidumping, les droits de propriété intellectuelle, les services bancaires et d'assurance, les transports maritimes et les télécommunications. Il est retourné au Cabinet SyCip, Salazar, Hernandez et Gatmaitan en tant que conseiller principal. M. Feliciano a une vaste expérience de l'arbitrage international en matière d'investissement et de commerce, acquise au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements à Washington, à la Chambre de commerce internationale à Paris, dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain, et à l'Institut d'arbitrage de la Chambre de commerce de Stockholm. Il a été membre de la Cour internationale d'arbitrage de l'ICC, à Paris. Il a figuré sur la liste des arbitres de l'Association américaine d'arbitrage à New York, il a siégé au Tribunal administratif de la Banque asiatique de développement qu'il a ensuite présidé et il a été membre puis Vice-Président du Tribunal administratif de la Banque mondiale. M. Feliciano est l'auteur de publications traitant de divers aspects du droit commercial international et du droit international public.

Arumugamangalam Venkatachalam Ganesan (Inde), né en 1935, a été membre de l'Organe d'appel de 2000 à 2008. Titulaire de deux maîtrises de l'Université de Madras, il est entré en 1959 dans le Service administratif indien, grand corps de la fonction publique indienne, où il est resté jusqu'en 1993. Il a occupé plusieurs postes de haut niveau, notamment : Secrétaire adjoint (investissement) au Département des affaires économiques du gouvernement indien (1977-1980) ; Conseiller interrégional auprès du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales au siège des Nations Unies à New York (1980-1985) ; Secrétaire adjoint au Département du développement industriel du gouvernement indien (1986-1989) ; négociateur en chef de l'Inde pour les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et Secrétaire spécial au Ministère du commerce du gouvernement indien (1989-1990) ; Secrétaire à l'Aviation civile du gouvernement indien (1990-1991) ; et Secrétaire au commerce du gouvernement indien (1991-1993). De 1989 à 1993, il a représenté l'Inde dans différentes phases des négociations du Cycle d'Uruguay. Après avoir quitté la fonction publique, M. Ganesan a servi comme expert et consultant auprès de diverses organisations du système des Nations Unies, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Jusqu'à sa nomination à l'Organe d'appel de l'OMC en 2000, il était membre du Haut Comité consultatif sur les négociations commerciales multilatérales du gouvernement indien. Il a également été membre du Groupe d'experts permanent établi au titre de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. M. Ganesan est l'auteur de nombreux articles de journaux et de monographies analysant les différents aspects des Accords du Cycle d'Uruguay et leurs implications. Il a écrit de nombreux documents sur le commerce, l'investissement et la propriété intellectuelle pour la CNUCED et l'ONUDI, et il a collaboré à des ouvrages publiés en Inde et dans d'autres pays portant sur des questions relatives au Cycle d'Uruguay, notamment sur les droits de propriété intellectuelle.

John Gero (Canada) a été Président du Conseil général de l'OMC en 2010. Économiste de formation, il est entré au service du gouvernement canadien en 1975. Il a été en poste dans les missions du Canada à Nairobi et à Genève. Il a été le négociateur du Canada sur les questions de propriété intellectuelle pour le GATT et l'ALÉNA. De 1996 à 2000, M. Gero a été Directeur général du Bureau de la politique commerciale, chargé des aspects de la politique commerciale relatifs à l'investissement, à la politique de la concurrence, aux marchés publics, aux services et à la propriété intellectuelle. Il a été ensuite Sous-Ministre adjoint chargé des affaires internationales et délégué commercial en chef (2000-2003), puis Sous-Ministre adjoint chargé de la politique et des négociations commerciales et négociateur en chef auprès de l'OMC (2003-2008).

Eirik Glenne (Norvège), né en 1946, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2006. Titulaire d'une maîtrise d'économie de l'Université d'Oslo, il a été Ambassadeur de Norvège en Malaisie (1988-1992), sous-secrétaire adjoint (1993-1995) puis secrétaire général adjoint (1995-1999) du Ministère des affaires étrangères, Ambassadeur en Suède (1999-2003) et Ambassadeur auprès de l'OMC et de l'AELE (2003-2008).

Anabel González C. (Costa Rica), née en 1963, a été nommée Ministre du commerce extérieur en 2010. Titulaire d'un diplôme de droit de l'Université du Costa Rica et d'une maîtrise de droit de l'Université de Georgetown. Avant d'occuper son poste actuel de Ministre, Mme González a été conseillère principale pour le commerce et l'intégration à la Banque interaméricaine de développement (2009-2010), Directrice de la Division de l'agriculture à l'OMC (2006-2009), négociatrice en chef de l'Accord de libre-échange République dominicaine-Amérique centrale-États-Unis (ALEAC-RD) (2002-2004), Directrice générale du Conseil de l'investissement du Costa Rica (2001-2002), Vice-Ministre des affaires étrangères (1998-2001), conseillère internationale (1997-1998), Directrice des négociations commerciales et chef de Cabinet du Ministre du commerce extérieur (1991-1997 et 1989-1990, respectivement). Elle a fait de nombreuses conférences et rédigé de nombreuses publications sur les questions commerciales et d'investissement. Parmi ses publications, on peut citer : *La implementación de acuerdos comerciales en América Latina: la experiencia de implementación del CAFTA-RD en Costa Rica* (2009); « Revitalizing the US Trade Agenda in Latin America: Building on the FTA Platform », *Journal of International Economic Law* (2009); *El proceso de negociación de un tratado de libre comercio con Estados Unidos: la experiencia del Tratado de Libre Comercio entre Centroamérica, Estados Unidos y República Dominicana* (2006); et *La aplicación multilateral del CAFTA y sus implicaciones para la profundización del MCCA* (2005).

Arancha González L. (Espagne), née en 1969, a été chef de Cabinet du Directeur général Pascal Lamy de 2005 à 2013 et, en cette qualité, elle a été sa représentante (« sherpa ») aux réunions du G-20. Elle a obtenu un diplôme de droit à l'Université de Navarre et un diplôme de hautes études universitaires en droit européen à l'Université Carlos III (Madrid), puis elle a travaillé comme associée dans un important cabinet d'avocats allemand (Bruckhaus Westrick Stegemann) à Bruxelles. En 1996, elle est entrée à la Commission européenne, où elle a exercé diverses fonctions dans le domaine du commerce international, y compris la négociation d'accords commerciaux entre les Communautés européennes et l'Algérie, l'Iran, le Conseil de coopération du Golfe et le Marché commun du Sud (MERCOSUR). De 2002 à 2004, elle a été la porte-parole de l'Union européenne pour le commerce et la conseillère du Commissaire européen au commerce, Pascal Lamy.

Bruce Gosper (Australie), né en 1957, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2008. Avant d'entrer au Département des affaires étrangères et du commerce extérieur, il a travaillé pour le Département des industries primaires et de l'énergie; il a occupé le poste de Ministre-conseiller (agriculture) à l'Ambassade d'Australie à Tokyo (1989-1992) et il a travaillé au Département du commerce et des ressources (1980-1987). Il a également été conseiller du Ministre du commerce (1996-1998) et Sous-Secrétaire chargé de l'agriculture au Département des affaires étrangères et du commerce extérieur à Canberra (1995). Il a été Ministre (pour les questions commerciales) à l'Ambassade d'Australie à Washington (1998-2000) puis premier sous-secrétaire au Bureau des négociations commerciales (2000-2005). Il a été Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'OMC de 2005 à 2009. M. Gosper a été nommé Secrétaire adjoint du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur en 2009.

Thomas R. Graham (États-Unis), né en 1942, a été nommé à l'Organe d'appel en 2011 pour un mandat allant jusqu'en 2015. M. Graham est titulaire d'une licence de relations internationales et d'économie de l'Université de l'Indiana ainsi que d'un doctorat en droit de la faculté de droit de Harvard. M. Graham a été Chef du département du commerce international du grand cabinet d'avocats international King & Spalding, et a enseigné le droit au Georgetown Law Center, à Washington (D.C.), en tant que professeur auxiliaire. En qualité de Conseiller principal adjoint au Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, M. Graham a représenté le gouvernement des États-Unis dans des procédures de règlement des différends dans le cadre du GATT ; il a joué un rôle majeur dans la négociation de plusieurs accords du Tokyo Round, notamment l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et il a participé à l'adoption et à la mise en œuvre du schéma de préférences généralisées des États-Unis en faveur des pays en développement. Avant cela, M. Graham a travaillé comme juriste à l'Organisation des Nations Unies à Genève. Il est l'auteur de plusieurs articles et monographies sur le droit commercial international et la politique commerciale internationale. Il a été chercheur invité à la Brookings Institution et membre associé du Carnegie Endowment for International Peace.

Tim Groser (Nouvelle-Zélande), né en 1950 au Royaume-Uni, a été Ministre du commerce, Ministre chargé des questions relatives au changement climatique et Ministre associé des affaires étrangères en 2008. Avant cela, il a été Ambassadeur auprès de l'OMC (2002-2005), où il a présidé le Groupe de négociation sur les règles (2002-2003) et le Groupe de négociation sur l'agriculture (2003-2005). Il a obtenu une licence d'histoire économique à l'Université Victoria de Wellington en 1973, année où il est entré dans la fonction publique comme chercheur auxiliaire au Trésor néo-zélandais. Il a ensuite occupé un poste de négociateur pour l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (1979-1982) ; il a été conseiller en affaires étrangères au Département du Premier Ministre et du Cabinet (1982-1984) ; Ministre (chargé des questions économiques) à la Mission de la Nouvelle-Zélande auprès du GATT et négociateur en chef pour l'agriculture (1986-1990) ; négociateur en chef au cours du Cycle d'Uruguay (1990-1994) ; Ambassadeur en Indonésie (1994-1997) ; conseiller économique principal au Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur (1997-1999) ; et Directeur général de l'Asia-New Zealand Foundation (1999-2002).

Stuart Harbinson (Hong Kong), né en 1947, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2001, chef de Cabinet du Directeur général Supachai Panitchpakdi (2002-2005) et conseiller spécial du Directeur général Pascal Lamy (2005-2007). M. Harbinson est titulaire d'une maîtrise d'archéologie et d'anthropologie de l'Université de Cambridge, avec spécialisation en anthropologie sociale (1969). À la fin des années 1980 et au début des années 1990, il a été haut fonctionnaire dans le gouvernement de Hong Kong et, à ce titre, il a participé à de nombreuses négociations commerciales, notamment à nombre de négociations bilatérales sur les textiles. De 1999 à 2002, il a présidé le Bureau international des textiles et des vêtements. Il a représenté Hong Kong et la Région administrative spéciale de Hong Kong, République populaire de Chine, en tant qu'Ambassadeur auprès de l'OMC à Genève de 1994 à 2002. Outre la présidence du Conseil général, il a dirigé plusieurs fois le groupe chargé des négociations de Doha sur l'agriculture, l'Organe de règlement des différends, le Conseil des ADPIC et le Conseil du commerce des services et il a siégé dans plusieurs groupes spéciaux de l'OMC. Après avoir quitté la fonction publique internationale, il est devenu conseiller principal en politique commerciale au bureau genevois du cabinet d'avocats Winston & Strawn LLP, puis auprès de Sidley Austin LLP. M. Harbinson est actuellement consultant indépendant en matière de politique commerciale, à Genève.

David Hartridge (Royaume-Uni), né en 1939, a été le chef de Cabinet du Directeur général du GATT de 1980 à 1985 et le Directeur général par intérim de l'OMC de mai à septembre 1999. M. Hartridge a obtenu une maîtrise de sciences politiques, de philosophie et d'économie à l'Université d'Oxford en 1960. Il a été Directeur du Bureau des négociations commerciales multilatérales du GATT, qui était chargé du lancement du Cycle d'Uruguay, puis de la négociation des Accords de l'OMC sur le commerce et les droits de propriété intellectuelle, le commerce et l'investissement et les marchés publics. M. Hartridge a été Directeur de la

Division des services de 1993 à 2001. Il est conseiller principal pour les questions concernant l'OMC au bureau genevois du Cabinet White & Case LLP.

Jennifer Hillman (États-Unis), née en 1957, a été membre de l'Organe d'appel de 2007 à 2011. Titulaire d'une licence et d'une maîtrise de Duke University et d'un doctorat de la faculté de droit de Harvard, Mme Hillman a été responsable de 1993 à 1995 de la négociation de tous les accords bilatéraux sur les textiles conclus par les États-Unis avant l'adoption de l'Accord sur les textiles et les vêtements. De 1995 à 1997, elle a été conseillère juridique principale au Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, et à ce titre, elle a supervisé le processus juridique nécessaire pour assurer la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay. De 1998 à 2007, Mme Hillman a été membre de la Commission du commerce international des États-Unis. Elle a également été chargée de cours et professeur auxiliaire de droit à l'Institut de droit économique international de la faculté de droit de l'Université de Georgetown. Elle est actuellement chargée de recherches au German Marshall Fund des États-Unis, où elle s'occupe des questions de commerce et d'investissement transatlantiques, de gouvernance mondiale et d'économie internationale.

Carla A. Hills (États-Unis), née en 1934, a été Représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales de 1989 à 1993 sous le gouvernement de George H.W. Bush. Elle est titulaire d'une licence de l'Université de Stanford et d'un diplôme de droit de l'Université de Yale et elle a étudié à l'Université d'Oxford. Avant d'entrer dans la fonction publique, elle a été associée au sein du Cabinet Munger, Tolles, Hills & Rickershauser à Los Angeles (1962-1974) et professeur adjointe à la faculté de droit de l'Université de Californie à Los Angeles, où elle enseignait le droit antitrust. Elle a également été secrétaire au logement et au développement urbain et procureur général adjoint (Chambre civile) au Département de la justice, dans l'administration Ford. Au fil des ans, Mme Hills a été membre de plusieurs conseils d'administration de sociétés cotées en bourse et elle siège actuellement dans un conseil d'administration. Elle est également membre du conseil de plusieurs organismes à but non lucratif; elle préside notamment le Comité national des relations États-Unis-Chine et l'Inter-American Dialogue; elle est Coprésidente du Council on Foreign Relations, membre du comité exécutif du Peterson Institute for International Economics et de la Commission trilatérale, Coprésidente du conseil consultatif du Center for Strategic and International Studies et membre du conseil de l'International Crisis Group. Présidente et Directrice générale de la société Hills & Company, elle siège au conseil consultatif international de l'American International Group, de Coca-Cola Company, de Gilead Sciences Inc., de J.P. Morgan Chase et de Rolls Royce et elle est membre du conseil d'administration du US-China Business Council. Mme Hills est coauteur d'un livre intitulé *The Antitrust Advisor* (1971).

Anwarul Hoda (Inde), né en 1938, a été Directeur général adjoint du GATT de 1993 à 1995 et de l'OMC de 1995 à 1999. M. Hoda a étudié à l'Université de Patna (Inde), où il a obtenu une maîtrise de langue et littérature anglaises en 1960. En 1962, il est entré dans le Service administratif indien et, en 1974, il est entré au Ministère du commerce, où il a occupé deux postes à l'étranger, d'abord comme membre de la délégation indienne à la Conférence sur la coopération économique internationale à Paris (1976) puis comme représentant résident auprès de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et du GATT à Genève (1977). En tant que Directeur, puis secrétaire adjoint au Ministère du commerce (1978-1981), il a été chargé des négociations tarifaires à Genève, puis de la définition des politiques, dans la capitale indienne, concernant les mesures non tarifaires, lors des négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round. De janvier 1985 à juillet 1993, il a occupé des postes de haut niveau (dont celui de Secrétaire spécial avec rang de secrétaire permanent) au Ministère du commerce, où il a été chargé des négociations dans le cadre du GATT. Il a été le principal coordonnateur des politiques au sein du gouvernement indien pour le Cycle d'Uruguay et un membre important de la délégation indienne dans ces négociations. De 2004 à 2009, M. Hoda a été membre de la Commission de la planification, avec rang de Ministre d'État, dans le gouvernement indien. Il est l'auteur de *Developing Countries in the International Trading System 1987* (1987) et de *Tariff Negotiations and Renegotiations under the GATT and the WTO* (2001) et coauteur de *WTO Negotiations on Agriculture and Developing Countries* (2007).

Yousef Hussain Kamal (Qatar) a été nommé Ministre des finances en 1998, puis Ministre de l'économie et des finances en 2008. Il a présidé la Conférence ministérielle de Doha en 2001. Il est titulaire d'une licence d'administration des entreprises de l'Université du Caire et a suivi plusieurs cours de finances publiques au Fonds monétaire international et dans plusieurs universités américaines.

John H. Jackson (États-Unis), né en 1932, a été conseiller juridique au Bureau du Représentant spécial du Président pour le commerce international (1973-1974). En 2003, il a été nommé par le Directeur général Supachai Panitchpadki pour siéger à un conseil consultatif de l'OMC présidé par Peter Sutherland. Titulaire d'une licence de l'Université de Princeton et d'un doctorat en droit de l'Université du Michigan, M. Jackson a obtenu un doctorat honorifique de l'Université de Hambourg (Allemagne) en 2003 et de l'Institut universitaire européen de Florence (Italie) en 2008. Il a enseigné à la faculté de droit de l'Université de Georgetown à partir de 1998. Il a également été professeur de droit (chaire Hessel E. Yntema) à l'Université du Michigan, professeur invité à l'Université de Delhi et à l'Université de Bruxelles, chercheur invité au siège du GATT, membre de la Fondation Rockefeller à Bruxelles et Vice-Président associé pour les affaires académiques à l'Université du Michigan. Il est actuellement Directeur de l'Institut de droit économique international du Centre juridique de l'Université de Georgetown. M. Jackson a été membre du comité de rédaction des revues *American Journal of International Law*, *Law and Policy in International Business*, *International Tax & Business Lawyer*, *Fordham International Law Journal* et *Maryland Journal of International Law & Trade*. Il est membre du comité de rédaction de *The World Economy* et ancien membre des comités de rédaction pour l'Association internationale du Barreau et du *Journal of World Trade Law*. Il est rédacteur en chef et rédacteur-fondateur du *Journal of International Economic Law*. Parmi ses ouvrages, on peut citer : *Sovereignty, the WTO, and Changing Fundamentals of International Law* (2006) ; *The Jurisprudence of the GATT and the WTO: Insights on Treaty Law and Economic Relations* (2000) ; *The World Trade Organization: Constitution and Jurisprudence* (1998) ; *Legal Problems of International Economic Relations* (co-authored, 2002) ; *The World Trading System* (1997) ; et *Implementing the Uruguay Round* (ouvrage collectif, 1997).

Merit E. Janow (États-Unis), née en 1958, a été membre de l'Organe d'appel de 2003 à 2007. Élevée à Tokyo, elle a été assistante adjointe pour le Japon et la Chine du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (1990-1993), et elle a été avocate d'entreprise, spécialiste des fusions et acquisitions, au Cabinet Arps, Slate, Meagher & Flom à New York (1988-1990). Elle enseigne la pratique du droit économique international et les affaires internationales à l'École des affaires internationales et publiques de l'Université Columbia depuis 1994. Mme Janow est l'auteur de plusieurs livres et a écrit des chapitres de plus d'une douzaine d'ouvrages.

Alejandro Jara P. (Chili), né en 1949, a été Directeur général adjoint de l'OMC de 2005 à 2013. Diplômé de droit de l'Université du Chili (1973), il a poursuivi ses études à la faculté de droit de l'Université de Californie à Berkeley (1975-1976). En 1976, il est entré dans le service diplomatique chilien, où il s'est spécialisé dans les relations économiques internationales, et il a fait partie de la délégation du Chili auprès du GATT (1979-1984) avant d'être détaché auprès du Système économique latino-américain (SELA) à Caracas, en tant que coordonnateur des affaires commerciales. M. Jara a été nommé Directeur des affaires économiques bilatérales (1993-1994), puis Directeur des affaires économiques multilatérales (1994-1999) ; il a été haut fonctionnaire au Forum de coopération économique Asie-Pacifique (1996-1997) et Directeur général des relations économiques extérieures (1999-2000). Entre 2000 et 2005, il a été Ambassadeur et Représentant permanent du Chili auprès de l'OMC, et il a présidé le Comité du commerce et de l'environnement (2001) et le groupe de négociation sur le commerce des services (2002). Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur le commerce international.

Elin Østebø Johansen (Norvège), née en 1955, a présidé le Conseil général de l'OMC en 2012. Mme Johansen est titulaire d'une maîtrise d'économie du développement de l'Université d'Oslo. Elle a été administratrice auxiliaire au Programme des Nations Unies pour le développement à Manille ; administratrice chargée des questions de commerce et de développement, d'abord au Ministère norvégien du commerce, puis au Ministère des affaires étrangères ; première secrétaire à l'Ambassade de Norvège à Berne ; conseillère

principale pour la politique commerciale au Ministère des affaires étrangères; et Directrice générale adjointe au Département des affaires administratives du Ministère des affaires étrangères. En 1998, elle est devenue conseillère à la Mission permanente de la Norvège auprès de l'OMC et Ministre-conseillère l'année suivante. Après avoir occupé plusieurs autres postes au Ministère norvégien des affaires étrangères, Mme Johansen a été nommée en 2008 Ambassadrice et Représentante permanente auprès de l'OMC et de l'AELE.

Michael («Mickey») Kantor (États-Unis), né en 1939, a été le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales de 1993 à 1996, puis il a été Secrétaire au commerce de 1996 à 1997. Il a obtenu une licence de commerce et d'économie à l'Université Vanderbilt en 1961. Il a ensuite servi comme officier de marine pendant quatre ans, puis il a obtenu un doctorat en droit à l'Université de Georgetown en 1968. Après avoir travaillé pour la Legal Services Corporation, fournissant une assistance juridique aux travailleurs agricoles migrants, de 1976 à 1993, il a exercé dans le cabinet d'avocats Manatt, Phelps, Phillips & Kantor à Los Angeles. M. Kantor pratique le droit au bureau de Washington de Mayer Brown, cabinet d'avocats international basé à Chicago.

Julius Katz (États-Unis), (1925-2000), a présidé les négociations sur le fonctionnement du système du GATT au début du Cycle d'Uruguay. M. Katz a servi dans l'armée pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a ensuite étudié à l'Université George Washington d'où il est sorti diplômé. De 1950 à 1968, il a occupé plusieurs postes au Département d'État, dont ceux de Directeur pour le commerce international, Directeur chargé des questions internationales concernant les produits de base et conseiller économique au Bureau des affaires est-européennes; Sous-Secrétaire d'État adjoint pour les politiques internationales en matière de ressources et d'alimentation (1968-1974); Sous-Secrétaire d'État adjoint principal (1974-1976); et Sous-Secrétaire d'État chargé des affaires économiques et des entreprises (1976-1979). En dehors de la fonction publique, il a exercé diverses fonctions chez Donaldson, Lufkin and Jenrette Futures Inc., anciennement ACLI International Commodity Services Inc. (1980-1985) et il a été Vice-Président du Consultants International Group, Inc. (1985-1987). En qualité de Représentant adjoint des États-Unis pour les questions commerciales internationales (1989-1993), il a aussi été négociateur en chef de l'Accord de libre-échange nord-américain et négociateur principal d'un pacte commercial entre les États-Unis et l'Union soviétique signé par le Président George H.W. Bush en 1990.

K. Kesavapany (Singapour) a été Président du Conseil général de l'OMC en 1995. Diplômé de l'Université de Malaya et de l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres, M. Kesavapany est Directeur de l'Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS) de Singapour. Avant d'être nommé à ce poste, il a été Haut Commissaire de Singapour en Malaisie de 1997 à 2002. Au cours de ses 30 années de carrière diplomatique, il a été Représentant permanent auprès des Nations Unies à Genève et Ambassadeur en Italie et en Turquie. M. Kesavapany a été le premier Président du Conseil général de l'OMC en 1995.

Kim Chulsu (République de Corée), né en 1941, a été Directeur général adjoint de 1995 à 1999. Diplômé de sciences politiques de l'Université Tufts en 1964, il a obtenu un doctorat en sciences politiques à l'Université du Massachusetts. Il a ensuite enseigné au Smith College et à l'Université St. Lawrence. Au cours de sa carrière dans l'administration coréenne, M. Kim s'est occupé principalement de l'élaboration de la politique commerciale et des négociations commerciales internationales. Il a été nommé Ministre du commerce, de l'industrie et de l'énergie de la République de Corée en 1993. En 1994, il a été nommé Ambassadeur pour le commerce international. De 1984 à 1990, en sa qualité de Vice-Ministre, M. Kim a dirigé l'équipe de négociateurs coréens dans les négociations commerciales internationales. De 1987 à 1990, il a présidé le Groupe de négociation sur les Accords du Cycle d'Uruguay. En 1991, il a été nommé Président de la Korea Trade Promotion Corporation.

Ronald Kirk (États-Unis), né en 1954, a été Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales de 2009 à 2013. Diplômé de l'Austin College et de la faculté de droit de l'Université du Texas, il a été maire de Dallas (Texas) pendant deux mandats, de 1995 à 2002. Après l'échec de sa candidature au Sénat en 2002, il a réintégré le cabinet d'avocats Gardere Wynne Sewell à Dallas et a été brièvement

candidat à la présidence du Comité national démocrate. Après l'élection de 2004, M. Kirk a exercé en qualité d'associé au cabinet d'avocats international Vinson & Elkins LLP.

Julio Lacarte M. (Uruguay), né en 1918, a été membre de l'Organe d'appel de 1995 à 2001. Diplomate de carrière, il a été associé à la mise en place du système de commerce du GATT/de l'OMC dès les tout débuts et a participé aux huit séries de négociations commerciales multilatérales qui se sont déroulées sous l'égide du GATT. Il a été Secrétaire exécutif adjoint du GATT de 1947 à 1948, avant de revenir au GATT en qualité de Représentant permanent de l'Uruguay de 1961 à 1966, puis de 1982 à 1992, périodes au cours desquelles il a été Président du Conseil, des Parties Contractantes, de plusieurs groupes spéciaux chargés du règlement de différends et des Groupes de négociation du Cycle d'Uruguay sur le règlement des différends et les questions institutionnelles. M. Lacarte a également été Directeur adjoint de la Division du commerce international et de la balance des paiements aux Nations Unies et Directeur de la coopération économique entre pays en développement à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il a également été Ambassadeur d'Uruguay dans plusieurs pays, et notamment auprès des Communautés européennes, en Inde, au Japon, aux États-Unis et en Thaïlande. Au cours de sa carrière universitaire, M. Lacarte a été professeur à l'Académie internationale de droit comparé ainsi qu'à l'Université de Strasbourg. Il est l'auteur de plusieurs publications.

Celso Lafer (Brésil), né en 1941, a été Président de l'Organe de règlement des différends en 1996 et Président du Conseil général en 1997. Licencié en droit de l'Université de São Paulo en 1964, il a obtenu ensuite une maîtrise (1967) et un doctorat (1970) en sciences politiques à l'Université Cornell. M. Lafer a été membre de deux groupes spéciaux et de la Commission Sutherland. Il a été chef de la délégation brésilienne à la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha (2001). Il a été Ministre des affaires étrangères (1992) sous la présidence de Fernando Collor et Ministre du développement, de l'industrie et du commerce (1999) puis Ministre des affaires étrangères (2001-2002) sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso. Il est professeur titulaire à la faculté de droit de l'Université de São Paulo, où il a enseigné le droit international public et la jurisprudence (1971-2011) et il est professeur émérite depuis 2012. Il préside la FAPESP (Fondation pour la promotion de la recherche de l'État de São Paulo) depuis 2007. M. Lafer est membre de l'Académie brésilienne des lettres (2006), de l'Académie brésilienne des sciences (2004) et de la Cour permanente d'arbitrage depuis 2002. Parmi ses publications, il faut citer : *A OMC e a regulamentação do comércio internacional : uma visão brasileira* (1997) ; *Comércio, Desarmamento, Direitos Humanos – reflexões sobre uma experiência diplomática* (1999) ; *La identidad internacional de Brasil* (2002) ; *A Internacionalização dos Direitos Humanos – constituição, racismo e relações internacionais* (2005) ; et « A Inserção do Brasil no sistema de solução de controvérsias da OMC », à paraître dans le *Liber Amicorum*.

Luiz Felipe Lampreia (Brésil), né en 1941, a été Ministre d'État aux relations extérieures de 1995 à 2001. Il a étudié la sociologie à l'Université catholique de Rio de Janeiro et est diplômé de l'Académie diplomatique brésilienne. Il a occupé plusieurs postes dans la fonction publique, notamment celui de Représentant permanent auprès des organisations internationales à Genève (1993-1994), de négociateur en chef pour le Brésil au cours du Cycle d'Uruguay, de Secrétaire général du Ministère des relations extérieures (1992-1993) et de Sous-Secrétaire général aux affaires politiques (1988-1990). Il est Vice-Président du Centre brésilien des relations internationales.

Pascal Lamy (France), né en 1947, a été Directeur général de l'OMC de 2005 à 2013. Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales (Paris), de l'Institut d'Études Politiques et de l'École Nationale d'Administration, il a commencé sa carrière dans la fonction publique française à l'Inspection générale des finances et au trésor, avant de devenir conseiller du Ministre des finances, Jacques Delors, puis du Premier Ministre, Pierre Mauroy. À Bruxelles de 1985 à 1994, M. Lamy a exercé les fonctions de Directeur de Cabinet du Président de la Commission européenne, Jacques Delors, dont il a été le représentant en qualité de « sherpa » aux réunions du G-7. En 1994, il a rejoint l'équipe chargée de redresser le Crédit Lyonnais, dont il est devenu ensuite Directeur général jusqu'à sa privatisation en 1999. Entre 1999 et 2004, il a été Commissaire européen au commerce. Il a ensuite présidé, pendant une brève période sabbatique, l'association « Notre Europe »,

groupe de réflexion travaillant sur l'intégration européenne, et il a été professeur associé à l'Institut d'Études Politiques de Paris et conseiller de Poul Nyrup Rasmussen (Président du Parti socialiste européen). Parmi ses publications, il faut citer : *La démocratie-monde : pour une autre gouvernance globale* (2004), *L'Europe en première ligne* (2002, avec Erik Orsenna), *L'Europe de nos volontés* (2002) et *Monde-Europe* (1993).

Warren Lavorel (États-Unis), (1935-2011), a été Directeur général adjoint du GATT de 1993 à 1995 et de l'OMC de 1995 à 1999. Titulaire d'une licence d'histoire et de psychologie de l'Université de Californie à Berkeley et d'une maîtrise d'économie de l'Université Stanford, il a commencé sa carrière dans la fonction publique comme économiste à la Central Intelligence Agency, puis a été diplomate à Manille, Paris, Luxembourg et Bruxelles. Il a participé au Tokyo Round comme membre de la délégation des États-Unis en poste à Genève, ses activités comprenant non seulement les négociations elles-mêmes mais aussi la mise en œuvre. M. Lavorel a ensuite été Représentant adjoint des États-Unis pour les questions commerciales internationales, Chef de mission à Genève de 1981 à 1987, puis Coordonnateur pour les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay de 1987 à 1993.

John S. Lockhart (Australie), né en 1935, a été membre de l'Organe d'appel de 2001 à 2006. Il a été administrateur de la Banque asiatique de développement (BASD) aux Philippines de juillet 1999 à 2002, où il a collaboré étroitement avec les pays en développement Membres pour l'élaboration de programmes visant à réduire la pauvreté en favorisant la croissance économique. Il a également eu pour fonctions à la BASD d'élaborer des programmes de réforme juridique et d'aider à donner des avis sur des questions juridiques, en particulier sur l'interprétation de la Charte de la BASD, des traités internationaux et des instruments de l'ONU. Avant d'entrer à la BASD, M. Lockhart a travaillé comme spécialiste de la réforme judiciaire à la Banque mondiale, en se concentrant en particulier sur le renforcement des institutions juridiques et judiciaires et en collaborant étroitement avec les pays en développement et les économies en transition dans leurs projets de réforme judiciaire et juridique. Après avoir obtenu un diplôme de droit à l'Université de Sydney en 1958, M. Lockhart a exercé les fonctions suivantes : juge à la Cour fédérale d'Australie (1978-1999) ; Président du Tribunal australien de la concurrence (1982-1999) ; Vice-Président du Tribunal du droit d'auteur d'Australie (1981-1997) ; et Conseiller de la Reine, Conseil privé d'Australie et du Royaume-Uni (1973-1978). Il a été nommé Officier de l'ordre d'Australie en 1994 pour sa contribution au droit, à l'éducation et aux arts.

Olivier Long (Suisse), (1915-2003), a été Directeur général du GATT de 1968 à 1980. Il était docteur en droit de l'Université de Paris et docteur en sciences politiques de l'Université de Genève. Après son service militaire de 1939 à 1942, il a travaillé pour la Croix-Rouge internationale, d'abord à Genève (1943), puis à Londres (1944-1946), avant d'occuper plusieurs postes diplomatiques pour la Suisse à Berne, à Washington, au Royaume-Uni et à Malte. M. Long a été le chef de la délégation suisse auprès de l'Association européenne de libre-échange de 1960 à 1966. Il a également été professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève. Il a présidé la commission éponyme qui a produit le rapport *Public Scrutiny of Protection: Domestic Policy Transparency and Trade Liberalization* (1989). Parmi ses autres publications, on peut citer *Reflections on the Changes in International Trade* (1970), *International Trade Under Threat: A Constructive Response* (1978) et *Law and Its Limitations in the GATT Multilateral Trade System* (1985).

Patrick Low (Espagne), né au Kenya en 1949, a été chef de Cabinet du Directeur général Mike Moore de 1999 à 2000 et économiste en chef de l'OMC de 1997 à 1999 et de 2000 à 2013. Titulaire d'une licence d'économie de l'Université du Kent et d'un doctorat en économie de l'Université du Sussex, il a travaillé au Secrétariat du GATT de 1980 à 1987, puis il a enseigné l'économie à El Colegio de México à Mexico de 1987 à 1990 et a travaillé comme économiste principal à la division du commerce international de la Banque mondiale de 1990 à 1994. Il a travaillé à l'OMC dès sa création en 1995, d'abord à la Division du commerce des services pendant deux ans avant puis comme économiste en chef. M. Low est en outre Directeur de recherche au Fung Global Institute, où il participe à la recherche sur les chaînes d'approvisionnement, et il est professeur adjoint d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. Il est l'auteur de publications sur diverses questions relatives au commerce.

Hamid Mamdouh (Égypte), né en 1952, est Directeur de la Division du commerce des services de l'OMC depuis 2001. Entré dans le service diplomatique égyptien en 1976, il a été Représentant de l'Égypte auprès du GATT à Genève en 1985 et conseiller en politique commerciale du Ministre égyptien de l'économie et du commerce extérieur, attaché commercial à l'Ambassade d'Égypte à Canberra (Australie) et Représentant de l'Égypte auprès de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abeba (Éthiopie). Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, il a été responsable, entre autres, des questions juridiques relatives à la rédaction de l'AGCS. Au GATT, il a également été assistant du Directeur général adjoint, conseiller juridique pour le règlement des différends et conseiller principal à la Division des services.

Lord Peter Mandelson (Royaume-Uni), né en 1953, a été Commissaire européen au commerce de 2004 à 2008. Il a étudié la philosophie, les sciences politiques et l'économie à St Catherine's College (Université d'Oxford) de 1973 à 1976, puis il a travaillé pour la chaîne London Weekend Television comme producteur de l'émission *Weekend World*, avant d'être nommé, en 1985, Directeur de la communication par le chef du Parti travailliste, Neil Kinnock. Élu à la Chambre des communes en 1992, il est entré en 1998 au Cabinet du Premier Ministre Tony Blair comme Secrétaire d'État au commerce et à l'industrie. Après avoir quitté le gouvernement pendant dix mois en 1999, il a été nommé Secrétaire d'État à l'Irlande du Nord. En 2008, il a quitté son poste de Commissaire au commerce pour revenir sur la scène politique britannique. Nommé Secrétaire d'État aux entreprises et pair à vie, il est entré à la Chambre des lords. En 2010, il est devenu Président de Global Counsel LLP, une société de conseil, et il a publié ses mémoires, intitulées *The Third Man: Life at the Heart of New Labour*.

Sergio Marchi (Canada), né en 1956, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2002. Titulaire d'une licence de l'Université York à Toronto, il a été élu d'abord conseiller municipal de Toronto en 1982, puis député à la Chambre des communes en 1984, représentant pendant 15 ans la circonscription de York West (Toronto). M. Marchi a été nommé Ministre avec trois portefeuilles différents : citoyenneté et immigration, environnement, et commerce international. En 1999, il est devenu Ambassadeur du Canada auprès de l'OMC et des organismes des Nations Unies à Genève, où il a été en poste pendant cinq ans. Il a aussi présidé le Conseil du commerce des services de l'OMC. Après avoir quitté la fonction publique, il est devenu Président du conseil consultatif international d'APCO Worldwide. M. Marchi est actuellement Directeur du Jeeves Group Switzerland, groupe familial de sociétés de services financiers. Il est également professeur adjoint à l'Université américaine Webster à Genève, au département des relations internationales.

Madan Mathur (Inde), (1924-1996), a été Directeur général adjoint du GATT de 1973 à sa retraite en 1991. Après avoir étudié l'économie et la littérature à l'Université de l'Inde, il a passé le concours d'entrée au Service administratif indien et il a occupé plusieurs postes aux Ministères indiens des finances et du commerce international. Il a fait partie du premier groupe de fonctionnaires ayant obtenu une bourse de l'Administration des Nations Unies pour l'assistance technique pour suivre un cours de formation au Secrétariat du GATT en 1956, époque où il était Sous-Secrétaire au Ministère du commerce. M. Mathur est entré au Secrétariat du GATT en 1964 comme Directeur du département du commerce et du développement, où il a été chargé de la coordination avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et le Centre du commerce international GATT/CNUCED. Nommé Directeur général adjoint au début du Tokyo Round, il a eu pour principale fonction de diriger les activités du GATT concernant les problèmes des pays en développement dans le domaine du commerce et du développement. Il a présidé plusieurs groupes de négociation pendant le Tokyo Round et le Cycle d'Uruguay, y compris l'Organe de surveillance du Cycle d'Uruguay. À sa retraite, il est devenu conseiller spécial auprès de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

Mitsuo Matsushita (Japon), né en 1933, a été membre de l'Organe d'appel de 1995 à 2000. Après avoir obtenu un doctorat à l'Université Tulane (États-Unis) et un doctorat en droit à l'Université de Tokyo, M. Matsushita est devenu l'un des plus éminents spécialistes japonais du droit économique international. Au cours de sa carrière universitaire, il a été professeur à Sophia University et à l'Université de Tokyo. Il a aussi enseigné à l'Université de Harvard, à l'Université de Georgetown, à l'Université du Michigan, à l'Université

Columbia et au Collège de l'Europe à Bruges (Belgique). Au cours de sa carrière dans la fonction publique, M. Matsushita a travaillé au Ministère des finances et au Ministère de l'économie et du commerce international, participant à différents conseils chargés des télécommunications, des questions douanières et tarifaires, des transactions à l'exportation et à l'importation et de la propriété industrielle. Il a été membre du Bureau du Médiateur en matière de commerce et d'investissement, qui relève du gouvernement japonais et qui s'occupe des questions liées à l'accès aux marchés. Il est professeur émérite à l'Université de Tokyo et conseiller dans un grand cabinet d'avocats international de Tokyo, Nagashima, Ohno et Tsunematsu. Il est l'auteur de nombreuses publications traitant de divers aspects du commerce international, du droit de la concurrence et du droit de l'investissement.

Mario Matus (Chili), né en 1956, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2009. Diplômé en droit de l'Université du Chili, M. Matus a étudié le droit, l'économie et la politique internationale à l'Université d'Oxford (Queen Elizabeth House, St. Edmund Hall). De 1994 à 1999, il a été Ministre chargé du commerce à l'Ambassade du Chili aux États-Unis. Il a également été conseiller commercial auprès du Sous-Secrétaire aux affaires étrangères (1992-1993) et délégué au GATT pendant les négociations du Cycle d'Uruguay (1987-1991). Avant cela, il a été Directeur des affaires économiques bilatérales et multilatérales au Ministère des affaires étrangères, négociateur commercial en chef pour les accords de libre-échange conclus par le Chili avec la Chine, l'Union européenne, l'AELE et la République de Corée, coordonnateur commercial pour l'Accord de libre-échange Chili-États-Unis et la Zone de libre-échange des Amériques, haut fonctionnaire au Forum de coopération économique Asie-Pacifique (2004-2005) et président de divers groupes. Depuis 2005, il est Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'OMC, de l'OMPI et de la CNUCED. M. Matus a été professeur de droit et de relations internationales dans plusieurs universités au Chili et aux États-Unis.

Ali Said Mchumo (Tanzanie) a été Président du Conseil général de l'OMC en 1999. Titulaire d'une maîtrise d'économie politique de l'Université de Londres et d'une licence de droit de l'Université d'Afrique orientale à Dar es-Salaam, M. Mchumo a occupé, différents postes dans la fonction publique. Il a été Ambassadeur au Mozambique, au Japon, au Royaume-Uni et auprès des Nations Unies à Genève, Vice-Ministre de l'intérieur, et Ministre du commerce. À Genève, il a présidé le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Conseil d'administration du Fonds commun pour les produits de base et le Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. M. Mchumo a également été Secrétaire général adjoint de la Communauté d'Afrique de l'Est chargé des finances et de l'administration et Directeur général du Fonds commun pour les produits de base.

Amina Mohamed (Kenya), née en 1961, a été Présidente du Conseil général de l'OMC de 2005 à 2006. Avant cela, elle a présidé l'Organe de règlement des différends en 2004 et l'Organe d'examen des politiques commerciales en 2003. Juriste internationale et diplomate de carrière au Service des affaires étrangères du Kenya, elle a étudié dans plusieurs pays et dans différents établissements, notamment le Centre des relations internationales, du droit international et du droit commercial international de l'Université d'État de Kiev et l'Université d'Oxford. Mme Mohamed a obtenu une bourse en droit international de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. Au cours de sa carrière, elle a été chargée de rédiger les règlements des autorités locales et régionales du Kenya et des instruments internationaux et bilatéraux à la Division juridique du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. Elle a été en poste à la Mission permanente du Kenya auprès des Nations Unies à New York et conseillère juridique au Ministère des affaires étrangères, et elle a représenté le gouvernement kényan dans diverses réunions et conférences internationales. Elle a été membre du Conseil exécutif et de différents comités de l'Organisation mondiale de la santé, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de l'Organisation internationale du travail (OIT), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de l'ONUSIDA. Mme Mohamed a coordonné le Groupe africain à Genève et en a été la porte-parole dans divers domaines, notamment à la Commission des droits de l'homme, à l'Organisation internationale pour les migrations, à l'OIT et à l'OMC. Elle a présidé deux fois le Groupe africain à Genève. De 2000 à 2006, elle a été la Représentante permanente du Kenya auprès des Nations

Unies à Genève. De 2008 à 2011, Mme Mohamed a été la Secrétaire permanente du Ministère kényan de la justice, de la cohésion nationale et des affaires constitutionnelles avant d'être nommée Sous-Secrétaire générale et Directrice exécutive adjointe du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Mike Moore (Nouvelle-Zélande), né en 1949, a été Directeur général de l'OMC de 1999 à 2002. Il a fait ses études au Bay of Islands College et à la Dilworth School. Après avoir travaillé comme imprimeur, employé de boucherie, ouvrier du bâtiment, travailleur social et chercheur pour un syndicat, M. Moore est devenu en 1972 le plus jeune député jamais élu en Nouvelle-Zélande. Il a été Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande pendant deux mois en 1990 et, pendant les dix années suivantes, il a été le chef du Parti travailliste dans l'opposition (1990-1993) et le porte-parole de l'opposition pour les affaires étrangères et le commerce extérieur (1993-1999). Avant cela, il a occupé six postes ministériels, dont plusieurs en rapport avec le commerce : Ministre du commerce extérieur et de la commercialisation (1984-1990), Ministre des relations extérieures et du commerce (1988-1990) et Ministre des affaires étrangères (1990). M. Moore a contribué à la conclusion de l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais et a milité en faveur d'un traité commercial avec les petits pays insulaires vulnérables du Pacifique Sud qui avaient besoin d'un traitement spécial et différencié sur le marché néo-zélandais. En tant que Ministre du commerce extérieur et de la commercialisation, il a joué un rôle clé dans le lancement du Cycle d'Uruguay, et il a participé aux réunions ministérielles de Punta Del Este (1986), Montréal (1988), Bruxelles (1990) et Marrakech (1994). Il est actuellement l'Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande aux États-Unis.

Said El-Naggar (Égypte), (1920-2004), a été membre de l'Organe d'appel de 1995 à 2000. Diplômé de la faculté de droit de l'Université du Caire (1942), M. El-Naggar a étudié l'économie à l'Université de Londres où il a obtenu une maîtrise en 1948 et un doctorat en 1951. Il a également été chargé de recherche à l'Université du Michigan (Ann Arbor) et professeur invité à l'Université de Princeton (New Jersey). Il a été professeur émérite d'économie à l'Université du Caire et a mené de front ses activités universitaires et sa carrière dans la fonction publique pendant plus de 30 ans. Après avoir enseigné à l'Université du Caire, M. El-Naggar est entré en 1965 à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en tant que Directeur adjoint de la Division de la recherche, poste qu'il a occupé pendant six ans, avant d'être nommé Directeur du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth (Liban). De 1976 à 1984, il a été Administrateur de la Banque mondiale représentant les pays arabes, puis il est retourné à l'Université du Caire comme professeur émérite. À partir de 1991, il a présidé le *New Civic Forum*, organisation non gouvernementale œuvrant à la libéralisation économique, politique et sociale en Égypte. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages et études sur le commerce international et les finances internationales, le développement économique et l'économie égyptienne.

Dato' Muhamad Noor (Malaisie), né en 1951, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2007. Titulaire d'une licence d'économie de l'Université de Malaya et d'une maîtrise de politique publique de l'Université du Wisconsin à Madison, M. Noor a suivi le programme avancé de gestion de la Harvard Business School. Il a occupé plusieurs postes de haut niveau dans la fonction publique malaisienne, notamment en tant que secrétaire général adjoint au Ministère des femmes, de la famille et du développement communautaire, chef de la planification et de la recherche sur les politiques et chef du service d'information du Ministère des ressources humaines, et secrétaire adjoint principal au Ministère des plantations et des produits de base. M. Noor a été le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'OMC de 2003 à 2009. Après avoir quitté Genève, il est devenu Directeur exécutif du Secrétariat du Forum de coopération économique Asie-Pacifique, basé à Singapour.

Shotaro Oshima (Japon), né en 1943, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2004 et membre de l'Organe d'appel de 2008 à 2012. Diplômé de droit de l'Université de Tokyo, M. Oshima a 40 ans d'expérience en tant que diplomate au Service des affaires étrangères du Japon ; son poste le plus récent a été celui d'Ambassadeur en République de Corée. De 2002 à 2005, M. Oshima a été le Représentant permanent du Japon auprès de l'OMC ; pendant cette période, il a assumé les fonctions de Président du Conseil général et de l'Organe de règlement des différends. Avant d'être en poste à Genève, M. Oshima a été Ministre adjoint

des affaires étrangères, responsable des questions économiques, et a été désigné représentant personnel du Premier Ministre, M. Koizumi, au Sommet du G-8, tenu au Canada en 2002. La même année, il a été le représentant personnel du Premier Ministre au Sommet mondial pour le développement durable organisé par l'ONU en Afrique du Sud. De 1997 à 2000, M. Oshima a été Directeur général des affaires économiques au Ministère des affaires étrangères, chargé de formuler et de mettre en œuvre les grandes initiatives politiques engagées dans le domaine des relations économiques extérieures du Japon. Il est actuellement Représentant spécial du gouvernement japonais, chargé des consultations en vue de la participation aux négociations sur le Partenariat transpacifique avec les pays concernés. Parmi ses publications, il faut citer : « Wrapping the July (2004) Package », dans *Managing Multilateral Trade Negotiations: The Role of the WTO Chairman*.

Richard O'Toole (Irlande), né en 1947, a été Sous-Directeur général du GATT/de l'OMC de juillet 1993 à juin 1995 et chef de Cabinet de Peter Sutherland. Pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, il a été le coordonnateur du groupe de stratégie interne du Secrétariat, qui conseillait le Directeur général sur la conduite et la progression des négociations. M. O'Toole a étudié au St. Ignatius College de Galway, et à l'Université nationale d'Irlande, à Galway, où il a obtenu en 1972 une maîtrise de chimie. Il a commencé sa carrière au Département des affaires étrangères d'Irlande et a occupé plusieurs postes diplomatiques. Il a été assistant spécial du Directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1976-1979) et chef de Cabinet à la Commission européenne (1985-1989). Ancien Directeur général chez Goldman Sachs, il a occupé des postes de direction ou d'administrateur dans plusieurs sociétés, dont GPA Group, ABB Group, Esat Telecom, SonaeCom, Island Capital et Hutchison Whampoa Europe, et il a joué un rôle actif dans des comités de nomination et d'audit. M. O'Toole a été Président du comité politique du European Services Forum et Directeur de Goldman Sachs Bank Europe et il a fourni des services de conseil stratégique et de consultation à des gouvernements et à des sociétés internationales.

Adrian Otten (Royaume-Uni), né en 1950, a été Directeur de la Division de la propriété intellectuelle du Secrétariat de l'OMC de 1993 à 2008, qui s'occupe notamment de la propriété intellectuelle, des marchés publics et de la politique de la concurrence. M. Otten est diplômé en économie de l'Université de Cambridge. Après avoir travaillé au Secrétariat du Commonwealth à Londres, sur les questions commerciales internationales, puis auprès du gouvernement du Swaziland à Bruxelles, où il a assisté celui-ci dans ses négociations avec la Communauté européenne dans le contexte de la première Convention de Lomé, il est entré au Secrétariat du GATT en 1975, où il a occupé différents postes. De 1986 à 1993, il a été secrétaire du Groupe de négociation sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

Ablassé Ouedraogo (Burkina Faso), né en 1953, a été Directeur général adjoint de l'OMC de 1999 à 2002, premier Africain à occuper ce poste. M. Ouedraogo a obtenu un doctorat en économie à l'Université de Nice (France) en 1981. Il a travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 1982 à 1994, occupant plusieurs postes sur le terrain, notamment comme représentant adjoint du PNUD auprès de l'Organisation de l'Unité africaine et chef adjoint du bureau de liaison avec la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba, représentant résident adjoint et représentant résident *ad interim* à Brazzaville (Congo), représentant résident adjoint à Kinshasa (Zaire) (1991-1993) et Directeur pour l'Afrique de l'Est du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (1993-1994). M. Ouedraogo a été Ministre des affaires étrangères du Burkina Faso de 1994 à 1999. Il a été nommé en 2003 conseiller spécial pour l'Afrique auprès du Président de la Banque africaine de développement à Tunis. En 2007, il est devenu conseiller spécial du Président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour les négociations commerciales, en particulier pour l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les États africains et, en 2009, il a été nommé envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour Madagascar. Parmi ses publications, il faut citer : *Réflexions sur la crise industrielle en France* (1979) et *Les firmes multinationales et l'industrialisation des pays en voie de développement* (1981), ainsi que divers articles sur des questions économiques et politiques, notamment « *Le leadership en Afrique* ».

M. Ouedraogo est actuellement consultant international et Directeur général de la société de conseil « ZODOO International ». En septembre 2011, il a fondé le parti politique « Le Faso Autrement ».

Carlos Pérez del Castillo (Uruguay), né en 1944, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2003. Il a obtenu une licence d'économie à l'Université nationale australienne de Canberra et un diplôme d'agronomie au Collège d'agriculture Dookie de Victoria (Australie). Après avoir passé deux ans comme agent de terrain au Bureau d'économie agricole du Département des industries primaires à Canberra (Australie), il a été conseiller économique à l'Ambassade d'Uruguay à Canberra de 1969 à 1971. En 1971 et 1972, il a été chargé des activités de promotion du commerce au Centre du commerce international CNUCED/GATT à Genève, puis de 1973 à 1982, il a été économiste principal à la Division des produits de base de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En 1982, il a été nommé Coordonnateur du Programme économique international de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à Santiago (Chili). De 1985 à 1987, il a été Directeur général des affaires économiques au Ministère uruguayen des affaires étrangères où il a été directement associé au processus multilatéral et à la préparation au niveau national du lancement du Cycle d'Uruguay. En 1987, il a été élu Secrétaire permanent du Système économique latino-américain (SELA), qui a son siège à Caracas (République bolivarienne du Venezuela). De 1992 à 1995, il a été associé principal et Directeur général de CPC Consultora Internacional, cabinet de conseil économique basé à Montevideo. Il a été Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay de 1995 à 1998, années pendant lesquelles il a également été, pendant de longues périodes, Ministre des affaires étrangères par intérim, notamment lors de plusieurs visites officielles à l'étranger.

Rob Portman (États-Unis), né en 1955, a été le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales de 2005 à 2006. Diplômé de la Cincinnati Country Day School en 1974, où il avait été trésorier de sa classe, M. Portman a étudié ensuite au Dartmouth College, où il a obtenu une licence d'anthropologie en 1979, puis il est entré à la faculté de droit de l'Université du Michigan, où il a obtenu un doctorat en 1984. Il s'est ensuite installé à Washington (D.C.), où il est devenu expert en droit commercial et lobbyiste pour la firme Patton Boggs, puis associé au cabinet d'avocats Graydon Head & Ritchie à Cincinnati. En 1993, il a été élu au Congrès des États-Unis comme représentant de la deuxième circonscription de l'Ohio. En 2005, il a quitté le Congrès pour occuper le poste de Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales. Après cela, il a été Directeur du Bureau de la gestion et du budget (OMB). Il a été élu sénateur en 2010.

Ricardo Ramírez Hernández (Mexique), né en 1968, a été nommé à l'Organe d'appel en 2009 pour un mandat allant jusqu'en 2013. Titulaire d'une maîtrise de droit commercial international du Washington College of Law de l'American University et d'un diplôme de droit de l'Universidad Autónoma Metropolitana, il a été Conseiller général adjoint pour les négociations commerciales au Ministère de l'économie du Mexique pendant plus de dix ans. En cette qualité, il a fourni des conseils sur des questions concernant le commerce et la politique de la concurrence en relation avec onze accords de libre-échange signés par le Mexique et avec des accords multilatéraux, notamment ceux qui se rapportent à l'OMC, à la Zone de libre-échange des Amériques et à l'Association latino-américaine d'intégration. M. Ramírez a également représenté le Mexique dans des différends commerciaux internationaux complexes et des procédures d'arbitrage en matière d'investissement. Il a été l'avocat principal du gouvernement mexicain dans plusieurs différends soumis à l'OMC et a également siégé dans des groupes spéciaux de l'Accord de libre-échange nord-américain. M. Ramírez occupe la chaire de droit commercial international à l'Université nationale du Mexique, à Mexico.

Kiphorir Aly Azad Rana (Kenya) a été Directeur général adjoint de 2002 à 2005. Il a obtenu une maîtrise de sciences politiques (1975) et un doctorat à l'Université de Californie à Los Angeles (1990). Après avoir été chef de mission adjoint à Tokyo (1993-1996), il a été nommé Représentant permanent adjoint auprès des Nations Unies à New York et Représentant suppléant/coordonnateur de la délégation du Kenya au Conseil de sécurité de l'ONU (1997). Il est rentré brièvement à Nairobi en 1998 pour occuper le poste de Secrétaire permanent au Cabinet du Président, responsable de la coordination du développement, avant d'être nommé

Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'ONU à Genève (1998-2000). Entre 1999 et 2001, M. Rana a été coordonnateur des délégations africaines auprès de l'OMC, chef du Groupe d'experts africains à la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (États-Unis), chef de la délégation du Kenya pour l'examen de la politique commerciale du pays à l'OMC et haut conseiller en politique commerciale au Ministre du commerce et de l'industrie.

Patrick Rata (Nouvelle-Zélande), né en 1962, a été chef de Cabinet de Mike Moore en 2002. Titulaire d'une maîtrise de l'Université d'Auckland, diplomate de carrière, M. Rata a été en poste à la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande auprès des Nations Unies à New York et à la Haute Commission de la Nouvelle-Zélande à Londres. M. Rata a été haut fonctionnaire à l'OMC pendant dix ans. En 2012, il a été nommé Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande en République de Corée, accrédité également auprès de la République populaire démocratique de Corée.

Paul-Henri Ravier (France), né en 1948, a été Directeur général adjoint de 1999 à 2002. Après avoir obtenu une maîtrise de droit, M. Ravier a fait un stage de deux ans à l'École nationale d'administration (1973-1975), pendant lequel il a été en poste à Washington. Il est ensuite entré à la Direction des relations économiques extérieures (DREE), d'abord en charge des relations commerciales bilatérales avec l'Asie du Sud-Est puis, pendant deux ans, des relations avec le Moyen-Orient. En 1980, il a été nommé conseiller pour les affaires économiques internationales auprès du Premier Ministre (ancien Commissaire européen) Raymond Barre. De retour à la DREE, M. Ravier a été nommé Chef du Bureau chargé de la politique de crédit à l'exportation. À ce poste, qu'il a occupé pendant trois ans, il a participé aux négociations à l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les règles applicables à l'aide et aux crédits à l'exportation. Pendant les cinq années suivantes (1985-1990), il a été responsable des relations commerciales bilatérales avec l'Europe de l'Est, l'Asie, le Pacifique et le Moyen-Orient. En qualité de Directeur adjoint de la DREE de 1991 à 1999, il a participé activement à plusieurs négociations commerciales portant sur la gestion des différends commerciaux, la définition et l'application de stratégies de promotion des exportations et la gestion des programmes de financement du commerce.

Rubens Ricupero (Brésil), né en 1937, a été Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) de 1995 à 2004. Licencié en droit de l'Université de São Paulo en 1959, M. Ricupero a étudié à l'Institut Rio Branco, qui dépend du Ministère brésilien des relations extérieures. De 1979 à 1995, il a enseigné les relations internationales à l'Université de Brasilia; il a aussi enseigné l'histoire des relations diplomatiques du Brésil à l'Institut Rio Branco. En tant que diplomate, il a été Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations Unies à Genève (1987-1991), Ambassadeur aux États-Unis (1991-1993) et Ambassadeur en Italie (1995). Il a été Président du Conseil des représentants du GATT en 1990 et Président des Parties Contractantes du GATT en 1991. M. Ricupero a été en outre Ministre de l'environnement et de l'Amazonie (1993-1994) et Ministre des finances (1994). Il est actuellement doyen de la faculté d'économie de la FAAP, fondation privée sise à São Paulo. Parmi ses nombreuses publications, il faut citer *O Brasil e o dilema da globalização* (2001), *Beyond Conventional Wisdom in Development Policy: an Intellectual History of UNCTAD 1964-2004* (2004), *A ONU no século XXI: perspectivas* (2006), et *A abertura dos portos* (2007).

Keith Rockwell (États-Unis), né en 1958, a été nommé en 1996 Directeur de la Division de l'information et des relations avec les médias de l'OMC, qui a fusionné avec la Division des relations extérieures en 2009 et a été rebaptisée depuis Division de l'information et des relations extérieures. M. Rockwell est titulaire d'une licence d'histoire et de sciences politiques de l'Université Tufts (1980) et d'un MBA de l'Université George Washington (1991). De 1980 à 1996, il a été reporter au *Journal of Commerce* (New York), dont il est devenu chef des bureaux européens (1991-1995) puis chef du bureau de Washington (1995-1996). Il est l'auteur de *1992 and Beyond: How to Prosper in the World's Biggest Market* (1990).

Miguel Rodriguez Mendoza (République bolivarienne du Venezuela), né en 1948, a été Directeur général adjoint de 1999 à 2002. Après avoir obtenu un diplôme de droit à l'Université centrale du Venezuela, il

a suivi un cours d'études supérieures en développement économique à l'Université de Manchester, puis il est entré à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris (1975-1977). Après avoir travaillé au Ministère vénézuélien des relations extérieures (1978-1981), il a été Directeur des consultations et de la coordination pour le Système économique latino-américain (1982-1988). De 1989 à 1991, il a été Conseiller spécial du Président sur les affaires économiques internationales, et a été nommé négociateur en chef pour l'accession du Venezuela au GATT. De 1991 à 1994, M. Rodriguez Mendoza a été Ministre d'État et Président de l'Institut du commerce extérieur, organisme public chargé de la formulation de la politique commerciale de la République bolivarienne du Venezuela. En 1993, il est devenu Président de la Commission de l'Accord de Carthagène, organe directeur de la Communauté andine. De 1994 à 1998, il a été Conseiller principal pour les questions commerciales à l'Organisation des États américains (OEA), où il a créé le Bureau du commerce, et où il a joué un rôle important dans les travaux préparatoires et les négociations concernant la Zone de libre-échange des Amériques. Il a dirigé la publication des ouvrages suivants : *Trade Rules in the Making: Challenges in Regional and Multilateral Negotiations* (1999) ; *The Andean Community and the United States: Trade and Investment Relations in the 1990s* (1998) ; *Growth or Recession: The IMF and the World Bank in Latin America* (1987), et *A Difficult Co-Existence: Latin America and US Economic Policies* (1987).

Frieder Roessler, né en 1939, a été Directeur des affaires juridiques au GATT et à l'OMC de 1989 à 1995. M. Roessler est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Fribourg-en-Brisgau (Allemagne) et d'une maîtrise de la Fletcher School of Law and Diplomacy (États-Unis). Après avoir achevé sa formation juridique en Allemagne, il a travaillé pour la Banque mondiale, puis pour le GATT et l'OMC. En tant que Directeur des affaires juridiques, il était chargé principalement de conseiller les groupes spéciaux chargés du règlement des différends et de préparer leurs projets de rapports ou de superviser leur préparation. Il a été étroitement associé au volet juridique des négociations du Cycle d'Uruguay et il a participé à la rédaction des textes juridiques à la fin du Cycle. Après avoir quitté l'OMC, M. Roessler a enseigné à la faculté de droit de l'Université de Georgetown, à Washington (D.C.), où il a donné des cours et des séminaires sur le droit économique international, les relations extérieures et la politique commerciale de la Communauté européenne, les procédures de règlement des différends de l'OMC et le commerce et l'environnement. Il a également été professeur adjoint à l'Université Jean Moulin de Lyon et a enseigné à l'Université de Saint-Gall et à l'Université du Minnesota. M. Roessler a été Directeur exécutif du Centre consultatif sur la législation de l'OMC (CCLO) depuis sa création en 2001 jusqu'au milieu de l'année 2012. En cette qualité, il a joué un rôle important dans l'établissement et le développement du CCLO comme nouvelle organisation intergouvernementale fournissant une assistance juridique aux pays en développement dans le domaine de la législation de l'OMC. Après en avoir quitté son poste de Directeur exécutif, il est resté au CCLO en qualité de conseiller principal à temps partiel. Il est l'auteur de nombreuses publications dans le domaine du droit commercial international. Outre un grand nombre d'articles et de chapitres d'ouvrages collectifs, il a publié *The Legal Structure, Limits and Functions of the World Trade Order* (2000).

Evan Rogerson (Nouvelle-Zélande), né en 1952, a été Directeur du Bureau du Directeur général Renato Ruggiero de 1995 à 1999. Il a fait ses études à l'Auckland Grammar School et à l'Université d'Auckland, puis est entré au Ministère des affaires étrangères en 1976 et a été en poste à Bruxelles et à Londres. Après avoir été responsable des relations extérieures de l'Office néo-zélandais de commercialisation des produits laitiers à Londres (1985-1986), il est entré au Secrétariat du GATT en 1986. À l'OMC, il a d'abord travaillé à la Division de l'agriculture puis, à partir de 1993, au Bureau du Directeur général, avant de diriger successivement trois divisions : la Division des sessions ministérielles (1999-2002), la Division du Conseil et du Comité des négociations commerciales (2002-2012) et la Division de l'agriculture et des produits de base (depuis 2012).

William Rossier (Suisse), né en 1942, a été Président du Conseil général de l'OMC en 1996. Titulaire d'un diplôme d'économie de l'Université de Lausanne, M. Rossier est entré au Service économique extérieur de la Suisse en 1970. Après un premier poste à Genève comme chef du secrétariat diplomatique de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de 1972 à 1973, il a participé à diverses négociations

internationales, notamment à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à la Conférence sur la coopération économique internationale et à la Communauté européenne. De 1981 à 1988, il a été chef de la Division chargée des relations avec les pays d'Europe de l'Est et la République populaire de Chine, et de la section chargée de la Commission économique pour l'Europe. Il a dirigé la délégation suisse auprès du Groupe de travail Est-Ouest du Comité des échanges de l'OCDE et de la Commission économique de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dans les négociations du Club de Paris sur le rééchelonnement de la dette extérieure des pays d'Europe centrale et orientale et dans les négociations sur un accord de protection des investissements avec la Chine. Il a en outre présidé le Comité pour le développement du commerce de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) et le Groupe de travail de l'OCDE sur les échanges Est-Ouest. M. Rossier a ensuite été nommé à la tête de la Division chargée des relations économiques avec l'Europe occidentale et a dirigé la délégation suisse lors de nombreuses négociations avec les pays d'Europe de l'Ouest. En 1988, il a été nommé Ambassadeur plénipotentiaire de la Suisse à Genève et chef de la Mission suisse auprès de l'OMC, de l'Association européenne de libre-échange (AELE), de la CEE-ONU et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Dans le cadre de ses activités à Genève, il a présidé le Conseil de l'AELE et la Commission économique pour l'Europe. De 2000 à 2006, il a été Secrétaire général de l'AELE.

Renato Ruggiero (Italie), né en 1930, a été le premier Directeur général de l'OMC de 1995 à 1999. Diplômé de droit de l'Université de Naples en 1953, il a été diplomate à São Paulo, Moscou, Washington, Belgrade et Bruxelles. Après avoir travaillé à la Commission européenne de 1969 à 1978, il a occupé plusieurs postes élevés dans le service diplomatique italien de 1978 à 1987. M. Ruggiero a négocié l'entrée de l'Italie dans le Système monétaire européen, il a été conseiller diplomatique du Premier Ministre et Chef de cabinet de deux Ministres des affaires étrangères successifs. En 1980, il a été nommé Ambassadeur et Représentant permanent de l'Italie auprès de la Communauté européenne à Bruxelles. De retour à Rome quatre ans plus tard, il a d'abord été nommé Directeur général des affaires économiques (1984-1985) puis Secrétaire général (1985-1987) au Ministère des affaires étrangères. Pendant cette période, il a également été le représentant personnel du Premier Ministre à sept Sommets économiques du G-7 et le Président du Comité exécutif de l'Organisation de coopération et de développement économiques. M. Ruggiero a été Ministre des affaires étrangères de 1987 à 1991.

Valentine Sendanyoye Rugwabiza (Rwanda), née en 1963, a été Directrice générale adjointe de 2005 à 2013. À ce poste, elle a été chargée des questions de développement, de l'examen des politiques commerciales, de la facilitation des échanges et de l'Aide pour le commerce, notamment de la formation et de la coopération technique. Elle est titulaire d'une maîtrise de sciences. Avant d'entrer dans la fonction publique, Mme Rugwabiza a fait une longue carrière dans le secteur privé, aux niveaux national et international, à différents postes de direction générale, notamment dans une société multinationale suisse pendant huit ans. Elle a été membre du Conseil économique et social du Président du Rwanda, membre fondateur du Rwandan Women Leaders' Caucus, l'association rwandaise des femmes chefs d'entreprise, et de la Fédération rwandaise du secteur privé. Elle a été pendant trois ans l'Ambassadrice du Rwanda auprès de l'ONU à Genève et en Suisse. Pendant son mandat, elle a été coordonnatrice du Groupe africain à l'OMC et elle a lancé, avec l'Ambassadeur de Suède de l'époque, le Programme de travail de l'OMC sur l'Aide pour le commerce.

Ronald Saborio (Costa Rica), né en 1961, est Ambassadeur et Représentant permanent du Costa Rica auprès du GATT et de l'OMC depuis 1992. Licencié de la faculté de droit de l'Université du Costa Rica en 1986, il a étudié à l'Académie de droit international de La Haye (1988) et il a poursuivi des études supérieures de droit international à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève (1986-1989). Il a travaillé dans le secteur privé pendant plusieurs années avant d'entrer dans la fonction publique du Costa Rica, se spécialisant alors dans les questions de politique commerciale internationale. M. Saborio est alors devenu conseiller spécial pour les questions commerciales dans la délégation du Costa Rica auprès du GATT (1989), puis Ministre-conseiller à la Mission du Costa Rica auprès des Nations Unies et des autres institutions à Genève (1990-1992), responsable des négociations dans le cadre du GATT et du Cycle d'Uruguay. Au cours

du Cycle d'Uruguay, il a été le négociateur du Costa Rica sur les droits de douane, les obstacles non tarifaires, l'agriculture, le règlement des différends et les services. Depuis 2006, il préside la Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends. Il a également présidé le Comité des Accords commerciaux régionaux (2004-2005), le Groupe de travail de la transparence des marchés publics (1999-2004) et le Conseil du commerce des marchandises (1998); il a aussi été Président par intérim du Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (1998).

Giorgio Sacerdoti (Italie), né en 1943, a été membre de l'Organe d'appel de 2001 à 2009. Il a obtenu un diplôme de droit avec mention *summa cum laude* à l'Université de Milan en 1965, puis une maîtrise de droit comparé à la faculté de droit de l'Université Columbia en 1967, en tant que boursier Fulbright. Il a été nommé au Barreau de Milan en 1969 et à la Cour suprême d'Italie en 1979. Au cours de sa carrière dans le secteur public, il a été Vice-Président du Groupe de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la corruption dans les transactions commerciales internationales et consultant auprès du Conseil de l'Europe, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de la Banque mondiale, travaillant sur les questions relatives à l'investissement étranger, au commerce, à la corruption, au développement et à la bonne gestion des affaires publiques. Dans le secteur privé, il a souvent agi en qualité d'arbitre pour le règlement des différends commerciaux internationaux et au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. M. Sacerdoti a publié de nombreux ouvrages sur le droit commercial international, l'investissement, les contrats internationaux et l'arbitrage. Il est professeur de droit international et de droit européen à l'Université Bocconi de Milan depuis 1986. Il est membre du Comité du droit commercial international de l'Association du droit international.

Susan C. Schwab (États-Unis), née en 1955, a été Représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales de 2006 à 2009. Titulaire d'une licence du Williams College, d'une maîtrise de l'Université Stanford et d'un doctorat de l'Université George Washington, Mme Schwab a d'abord travaillé comme négociatrice sur le commerce des produits agricoles au Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales. Pendant la majeure partie des années 1980, elle a travaillé comme spécialiste de la politique commerciale puis elle a été Directrice législative du sénateur John C. Danforth. Mme Schwab a été en outre Sous-Secrétaire au commerce et Directrice générale du Service commercial étranger des États-Unis sous la présidence de George H.W. Bush. Elle a travaillé dans le secteur privé pour Motorola Inc. au début des années 1990. Elle a été doyenne de l'école de politique publique de l'Université du Maryland de 1995 à 2003 et Présidente de la Fondation du Système universitaire du Maryland de 2004 à 2005. À partir de 2005, elle a été Représentante adjointe puis Représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales. Mme Schwab est professeur de politique publique à l'Université du Maryland et conseillère stratégique au cabinet d'avocats Mayer Brown LLP. Parmi ses publications, il faut citer *Trade-Offs: Negotiating the Omnibus Trade and Competitiveness Act* (1994) et « After Doha » dans *Foreign Affairs* (2011), ainsi que plusieurs articles et chroniques sur la politique commerciale.

Jesús Seade (Mexique), né en 1946, a été Directeur général adjoint du GATT de 1993 à 1995 et de l'OMC de 1995 à 1999. Titulaire d'une licence de génie chimique de l'Université nationale du Mexique, à Mexico, ainsi que d'une licence et d'un doctorat en économie de l'Université d'Oxford, M. Seade a été professeur et Directeur du département d'économie de l'El Colegio de México (1980-1983) et professeur d'économie publique et Directeur du Centre de recherche en économie du développement de l'Université de Warwick au Royaume-Uni (1984-1986). Il a aussi été conseiller auprès de divers organes du gouvernement mexicain, notamment la Banque centrale, le Ministère des finances et le Ministère du commerce et de l'industrie. M. Seade a ensuite travaillé à la Banque mondiale, d'abord comme économiste principal à la Division des finances publiques (1986-1987) puis comme économiste en chef au Département Brésil (1987-1989). Il a été Ambassadeur du Mexique, Représentant permanent auprès du GATT et négociateur en chef pour le Cycle d'Uruguay à partir de 1988 jusqu'à sa nomination au GATT, où il a fait partie de l'équipe de direction conduite par Peter Sutherland, qui a aidé à mener à bien le Cycle d'Uruguay à son terme. En particulier, M. Seade a présidé en 1994 un processus de négociation visant à élargir les avantages et les flexibilités pour les pays les moins avancés. Il a quitté l'OMC

en 1998 pour entrer au Fonds monétaire international (FMI) comme Directeur adjoint pour l'élaboration et l'analyse des politiques. Il a alors dirigé le processus de formulation et d'approbation des politiques pour les grands marchés émergents confrontés à une crise du compte de capital et pour l'allègement de la dette d'une douzaine de pays africains pauvres très endettés. Il est ensuite devenu conseiller principal au Département des finances publiques du FMI, chargé de la politique et des travaux en matière de transparence. En 2007, il est entré à l'Université Lingnan de Hong Kong, Chine, comme professeur titulaire d'économie et il est devenu Vice-Président de cette université en 2008. M. Seade est membre du conseil consultatif du Département des services financiers et du Département du commerce et de l'industrie du gouvernement de Hong Kong, Chine, et professeur honoraire dans plusieurs universités et établissements d'enseignement supérieur en Chine, au Royaume-Uni et à Hong Kong, Chine. Il a publié de nombreux articles sur diverses questions économiques dans d'importantes revues de théorie et de politiques. Il participe aussi activement en tant qu'intervenant à des forums commerciaux et financiers à Hong Kong, Chine et ailleurs en Asie.

Harsha Vardhana Singh (Inde), né en 1956, a été Directeur général adjoint de 2005 à 2013. Il a obtenu une maîtrise d'économie à l'Université de Delhi, puis il a poursuivi ses études, en tant que boursier Rhodes de l'Inde, à l'Université d'Oxford où il a obtenu une maîtrise et un doctorat d'économie. Il a travaillé comme consultant à la Direction des coûts et des prix industriels (gouvernement indien) à New Delhi, puis à l'Organisation internationale du travail et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à Genève, avant d'entrer au Secrétariat du GATT en juin 1985. Il a travaillé pendant 12 ans au Secrétariat du GATT et de l'OMC, notamment au Bureau du Directeur général de l'OMC (1996-1997), à la Division du commerce et de l'environnement et des obstacles techniques au commerce (1995-1996), à la Division des règles (1991-1995), à la Division de l'examen des politiques commerciales (1989-1991) et à l'Unité de recherche et d'analyse économiques (1985-1989). En juin 1997, il est entré à l'Autorité de réglementation des télécommunications de l'Inde (TRAI) en tant que conseiller économique avant d'en devenir Secrétaire en 2001. M. Singh a été en relation avec un certain nombre d'organismes de recherche. Il a été professeur honoraire au Conseil indien de la recherche sur les relations économiques internationales, professeur invité à la TERI School of Advanced Studies, où il travaille au programme de maîtrise sur la réglementation, et professeur adjoint à l'Université Jawaharlal Nehru à New Delhi. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la politique commerciale et les questions de réglementation.

Debra Steger, née en 1952, a été le premier Directeur du secrétariat de l'Organe d'appel de l'OMC de 1995 à 2001. Titulaire d'une licence d'histoire de l'Université de la Colombie britannique, d'une licence de droit de l'Université de Victoria et d'une maîtrise de droit de l'Université du Michigan, elle a été le principal négociateur du Canada pendant le Cycle d'Uruguay pour le règlement des différends et l'établissement de l'OMC et le principal conseil du gouvernement canadien pour l'ensemble des Accords du Cycle d'Uruguay. Elle a aussi été conseillère générale auprès du Tribunal canadien du commerce extérieur. De 1988 à 1994, elle a enseigné le droit commercial international comme professeur adjoint et, en 1995, elle a tenu la chaire Hyman Soloway de droit des entreprises et de droit commercial de l'Université d'Ottawa. Elle a présidé un groupe spécial de l'OMC et a été conseillère juridique dans plusieurs différends examinés à l'OMC; elle figurait aussi sur la liste de personnes pouvant faire partie de groupes spéciaux. Elle est entrée à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa en 2004 comme professeur et chercheur dans les domaines du commerce international, de l'investissement, du règlement des différends, de l'arbitrage international et de la gouvernance des organisations internationales. Elle est directrice de recherche au Centre for International Governance Innovation. Mme Steger est membre du Comité de rédaction du *Journal for International Economic Law* et du Conseil consultatif du projet de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur le renforcement des capacités par la formation au règlement des différends relatifs au commerce international, aux investissements et à la propriété intellectuelle. Elle est l'auteur de *Peace Through Trade: Building the WTO* (2004) et a dirigé la publication de *Redesigning the World Trade Organization for the Twenty-First Century* (2010, version chinoise parue en 2012). Elle écrit actuellement un livre sur l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Elle a écrit ou dirigé la rédaction de 8 autres livres et de plus de 120 articles, chapitres, rapports et documents.

Andrew Stoler (États-Unis), né en 1951, a été Directeur général adjoint de 1999 à 2002. À ce poste, il a été chargé du budget et de l'administration, du commerce des services, de l'accès aux marchés pour les produits industriels et des affaires juridiques. Il est titulaire d'une maîtrise d'affaires internationales de l'Université George Washington et d'une licence d'économie internationale de la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown. M. Stoler a travaillé au Bureau de la politique commerciale internationale du Département du commerce des États-Unis de 1975 à 1979, période pendant laquelle il a été membre de la délégation des États-Unis au Tokyo Round. Entré au Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) au début de 1980, il a été nommé Directeur pour le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il a été coordonnateur pour les codes issus des négociations commerciales multilatérales au Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales à Genève de 1982 à 1987. À ce titre, il a représenté les États-Unis aux comités et conseils établis pour les codes du Tokyo Round relatifs aux mesures non tarifaires. De 1988 à 1989, il a été Représentant adjoint au commerce pour l'Europe et la région méditerranéenne au Bureau de l'USTR à Washington, puis, de 1989 à 1999, Chef de mission adjoint au Bureau de l'USTR à Genève. Pendant les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, M. Stoler a été le principal négociateur des États-Unis dans les négociations sur le fonctionnement du système du GATT, pour les Accords sur les règles d'origine et l'inspection avant expédition et pour la phase finale des négociations sur le Mémoire d'accord sur le règlement des différends et l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

Supachai Panitchpakdi (Thaïlande), né en 1946, a été Directeur général de l'OMC de 2002 à 2005, puis Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de 2005 à 2013. Il a obtenu un doctorat en planification économique et développement à l'École d'économie des Pays-Bas (aujourd'hui appelée Université Erasmus) à Rotterdam. Son directeur de thèse était le Professeur Jan Tinbergen, premier lauréat du prix Nobel d'économie. M. Supachai a ensuite travaillé à la Banque de Thaïlande de 1974 à 1986 avant d'être candidat à la députation. Il a été nommé, en 1992, Vice-Premier Ministre chargé de la supervision des politiques économiques et commerciales du pays. Il a représenté la Thaïlande à la cérémonie de signature de l'Accord du Cycle d'Uruguay à Marrakech. Après le changement de gouvernement intervenu en novembre 1997 à la suite de la crise financière thaïlandaise, M. Supachai a été nommé Vice-Premier Ministre chargé de la politique économique et Ministre du commerce.

Peter Sutherland (Irlande), né en 1946, a été Directeur général du GATT pendant ses 18 derniers mois d'existence, puis Directeur général de l'OMC pendant 4 mois. Il a obtenu une licence de droit civil avec mention à l'University College de Dublin, où il a été plus tard enseignant puis professeur adjoint. M. Sutherland a été admis au Barreau irlandais (Kings Inns), au Barreau anglais (Middle Temple) et au Barreau de New York. Il a également été admis à exercer à la Cour suprême des États-Unis d'Amérique. Procureur général d'Irlande de 1981 à 1984, il est devenu ensuite Commissaire européen à la concurrence. Il a été chargé du portefeuille de l'éducation en 1985 et des relations avec le Parlement européen de 1986 à 1988. Après avoir quitté l'OMC, il a été Président de BP de 1997 à 2010 et de Goldman Sachs International de 1995 à ce jour. M. Sutherland est Président de la London School of Economics and Political Science depuis 2007 et membre du conseil d'administration de diverses sociétés en Europe et aux États-Unis.

Yasuhei Taniguchi (Japon), né en 1934, a été membre de l'Organe d'appel de 2000 à 2007. Diplômé de droit de l'Université de Kyoto en 1957, il a obtenu la qualification de juriste en 1959. Il est titulaire d'une maîtrise de droit de l'Université de Californie à Berkeley (1963) et d'un doctorat de droit de l'Université Cornell (1964). Il a enseigné pendant 39 ans à l'Université de Kyoto et il est professeur émérite depuis 1998. À ce titre, il a également enseigné à l'Université Teikyo (1998-2000), à l'Université d'économie de Tokyo (2000-2006) et à la faculté de droit de l'Université de Senshu (2006-2009). En dehors du Japon, il a enseigné le droit aux États-Unis (par ordre chronologique, à l'Université du Michigan, à l'Université de Californie à Berkeley, à l'Université Duke, à l'Université Stanford, à l'Université de Georgetown, à l'Université Harvard, à l'Université de New York, à l'Université de Richmond, à l'Université d'Hawaï et à l'Université de Santa Clara), en Australie (Université Murdoch et Université de Melbourne), à l'Université de Hong Kong et à l'Université

de Paris XII. M. Taniguchi a été Président de l'Association japonaise de procédure civile et Vice-Président de l'Association internationale de droit procédural. Il a exercé activement la fonction d'arbitre auprès de diverses institutions arbitrales et il est membre du Chartered Institute of Arbitrators. Il est actuellement Président de l'Association japonaise des arbitres et conseiller spécial auprès de l'Association d'arbitrage commercial du Japon. Il est associé dans un cabinet d'avocats de Tokyo, Matsuo & Kosugi. M. Taniguchi est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur la procédure civile, l'arbitrage, l'insolvabilité, le système judiciaire, la profession juridique et le droit commercial international. Ses écrits ont été publiés en allemand, anglais, chinois, français, italien, japonais et portugais.

Francisco Thompson-Flôres (Brésil) a été Directeur général adjoint de l'OMC de 2002 à 2005. Titulaire d'un diplôme de philosophie de l'Université de Poitiers et d'un diplôme d'économie de la London School of Economics, M. Thompson-Flôres est entré au Ministère des affaires étrangères en 1959 pour s'occuper des affaires économiques et commerciales, et il a été Sous-Secrétaire général du Ministère de 1985 à 1988. Il a été attaché à l'Ambassade du Brésil à Londres (1961-1964), à Bruxelles (1964-1967) et à Washington (1973-1976), puis il a été Ambassadeur à Buenos Aires (1988-1992), à Bonn (1992-1995), près le Saint-Siège (1995-1998), et à Montevideo (depuis 2000). De 1979 à 1999, il a été Secrétaire à la coopération économique et technique internationale au Secrétariat de la planification de la présidence de la République (1979), coordonnateur des affaires internationales au Ministère de l'agriculture (1979-1983), et représentant personnel du Président de la République pour les questions concernant l'Amérique latine et le Sommet Caraïbes-Union européenne (1998-1999). M. Thompson-Flôres a été un membre fondateur du Groupe de Cairns ; il a été négociateur en chef dans le cadre des négociations entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay qui ont abouti à la création du Marché commun du Sud (MERCOSUR) (1985-1988) ; membre du Comité consultatif pour les questions d'intégration de la présidence de la Banque interaméricaine de développement ; membre du Conseil consultatif du réseau de recherche économique du MERCOSUR ; et Président du groupe de négociation sur l'agriculture dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques (1999-2000).

Paul Trân Van-Thinh (France), né en 1929 au Viet Nam, a été chef de la Délégation permanente de l'Union européenne auprès des organisations internationales à Genève et Ambassadeur et Représentant permanent auprès du GATT de 1979 à 1994. Après avoir combattu l'armée française au Viet Nam, il s'est consacré, en tant que citoyen français, à l'édification de la paix par la démocratie et la justice, par le biais de l'intégration européenne et il a négocié 82 accords tout au long de sa carrière. Il a adhéré aux Citoyens du Monde de Garry Davis en 1948. Il a obtenu un diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris en 1953 et un doctorat de droit et d'économie de l'Université de Paris en 1956. De 1958 à 1961, il a été l'assistant d'André Philip, Ministre français de l'économie, des finances et du budget. Il a ensuite occupé différents postes à la Commission européenne, d'abord comme administrateur principal chargé de la politique commerciale avec les pays en développement (1961-1972). De 1972 à 1973, il a dirigé l'unité spéciale « Produits de base des pays en développement – Accords internationaux – Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) » à la Direction générale du développement, où il a été chargé de négocier les accords internationaux sur le café, le cacao, l'huile d'olive et le caoutchouc. De 1973 à 1977, il a été chef de la Division « Affaires générales et multilatérales – Préférences tarifaires généralisées » à la Direction générale des relations extérieures, où il a mis en place le premier schéma de préférences généralisées des CE pour les pays en développement et où il a été chargé des négociations sur le Programme intégré pour les produits de base de la CNUCED (1976-1977). Représentant spécial de la Communauté européenne dans les négociations sur les textiles de 1977 à 1979, il a été nommé chef de la délégation de la CE à Genève où il a négocié les Accords du Cycle d'Uruguay au nom de la Communauté européenne et de ses 12 États membres. Après sa retraite de la fonction publique en 1994, il a siégé au conseil d'administration de l'European Institute Inc. à Washington (D.C.) et a été membre fondateur du Forum Chine-Europe.

David Unterhalter (Afrique du Sud), né en 1958, a été membre de l'Organe d'appel de 2006 à 2013. Diplômé du Trinity College (Université de Cambridge), de l'Université du Witwatersrand et de l'University

College (Oxford), M. Unterhalter est professeur de droit à l'Université de Witwatersrand (Afrique du Sud) depuis 1998. De 2000 à 2006, il a dirigé l'Institut Mandela de l'Université de Witwatersrand, spécialisé dans le droit mondial. M. Unterhalter est membre du Barreau de Johannesburg. Au cours de sa carrière d'avocat, il a plaidé dans un grand nombre d'affaires relevant du droit commercial, du droit de la concurrence, du droit constitutionnel et du droit des affaires. Il a notamment représenté différentes parties dans des affaires antidumping et des affaires en matière de droits compensateurs. Il a exercé la fonction de conseiller auprès du Ministère sud-africain du commerce et de l'industrie. En outre, il a fait partie de plusieurs groupes spéciaux chargés du règlement des différends à l'OMC. Auteur de nombreuses publications sur le droit public et le droit de la concurrence, M. Unterhalter est avocat du Barreau de Londres à Monckton Chambers.

Guillermo Valles Galmés (Uruguay), né en 1955, a été Président du Groupe de négociation sur les règles dans le cadre du Cycle de Doha, de 2004 à 2010. Diplômé de la faculté de droit de l'Université de la République (Uruguay) avec le titre de docteur en diplomatie en 1976, M. Valles est entré dans le service diplomatique uruguayen en 1976. Il a été en poste au Japon, en Argentine et en Chine. Il a ensuite été Ambassadeur en Chine, auprès de l'Union européenne, en Belgique et au Luxembourg. De 2004 à 2010, il a été Ambassadeur de l'Uruguay auprès de l'OMC et des autres organisations internationales à Genève. M. Valles a participé à de nombreuses négociations commerciales bilatérales et multilatérales, y compris celles qui ont abouti à la création du Marché commun du Sud (MERCOSUR), à la conclusion du Cycle d'Uruguay et au lancement des négociations commerciales MERCOSUR-UE et du Cycle de Doha. Il a été Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay de 2000 à 2004. Depuis 2011, il est Directeur de la Division du commerce international des biens et services et des produits de base de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Peter Van den Bossche (Belgique), né en 1959, a été membre de l'Organe d'appel de 2009 à 2013. Il est titulaire d'un doctorat de droit de l'Institut universitaire européen de Florence, d'une maîtrise de droit de la faculté de droit de l'Université du Michigan, et d'une licence de droit, mention *magna cum laude*, de l'Université d'Anvers. Il est membre du Comité de rédaction du *Journal of International Economic Law*. Il a également été consultant pour de nombreux pays en développement. De 1997 à 2001, M. Van den Bossche a été Conseiller, puis Directeur par intérim du secrétariat de l'Organe d'appel de l'OMC. De 1990 à 1992, il a été Référendaire de l'avocat général W. van Gerven à la Cour européenne de justice (Luxembourg). Il est actuellement professeur de droit économique international à l'Université de Maastricht (Pays-Bas). Il est également professeur au Collège de l'Europe, à Bruges, au World Trade Institute, à Berne, à l'Université de Barcelone (programme de maîtrise IELPO), à l'Academy of International Trade and Investment Law de l'IEEM, à Macao (Chine) et à la China-EU School of Law, à Beijing. Il a écrit plusieurs ouvrages, notamment *The Law and Policy of the World Trade Organization* (2^{ème} édition, 2008).

John Weekes (Canada), né en 1943, a été Président du Conseil général de l'OMC en 1998. Titulaire d'une licence de sciences politiques et d'économie de l'Université de Toronto, il a été Ambassadeur du Canada auprès de l'OMC de 1995 à 1999. Il a présidé le Comité des Accords commerciaux régionaux depuis sa création jusqu'en 1998 et le Groupe de travail de l'accession du Royaume d'Arabie saoudite de 1996 à 2002. De 1991 à 1993, M. Weekes a été le négociateur en chef du Canada pour l'Accord de libre-échange nord-américain. De 1993 à 1995, il a été Sous-Ministre adjoint principal au Ministère des affaires étrangères et du commerce international, chargé à ce titre de diriger les relations du Canada avec les États-Unis et la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain. M. Weekes a été Ambassadeur du Canada auprès du GATT pendant le Cycle d'Uruguay; il a été Président du Conseil du GATT en 1989 et Président des Parties Contractantes du GATT en 1990. Il a également présidé le Groupe de négociation sur les articles du GATT. Dans les années 1970, il a été membre de l'équipe de négociation canadienne dans le cadre du Tokyo Round. En 2005, M. Weekes a présidé l'arbitrage *ad hoc* spécial de l'OMC au titre de l'annexe de la Décision ministérielle de Doha sur l'Accord de partenariat ACP-CE (qui statuait sur le tarif NPF proposé par la CE pour les bananes). Avant cela, il a présidé le Groupe spécial de l'OMC chargé de régler le différend *Inde — Automobiles*. En 1999, il est entré chez APCO Worldwide à Genève en tant que Président de la

branche Global Trade Practice de cette société, dont il a ouvert le bureau de Genève. De 2003 à 2009, il a été conseiller principal pour le commerce international au bureau genevois du cabinet d'avocats Sidley Austin LLP. Depuis 2010, M. Weekes est conseiller d'affaires principal dans le cabinet d'avocats canadien Bennett Jones LLP, à Ottawa.

Frank Wolter (Allemagne), né en 1943, a été le premier Directeur de la Division de l'examen des politiques commerciales du Secrétariat du GATT (1989-1991) et il a été Directeur de la Division de l'agriculture et des produits de base du GATT et de l'OMC (1991-2005). Titulaire d'une maîtrise (Diplom-Volkswirt) obtenue en 1969 et d'un doctorat d'économie (Dr. rer. pol.) obtenu en 1974 à l'Université de Kiel, M. Wolter a travaillé comme chercheur à l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale de 1969 à 1983. Il a été consultant auprès de la Communauté européenne, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de l'Organisation internationale du travail, et il a dirigé un projet de recherche pour la Fondation allemande pour la recherche (DFG) de 1977 à 1979. En 1983, M. Wolter est entré au Secrétariat du GATT comme conseiller à l'Unité de recherche et d'analyse économique, où il a travaillé jusqu'en 1989.

Eric Wyndham-White (Royaume-Uni), (1913-1980), a été le premier Secrétaire exécutif (1948-1965) et le premier Directeur général (1965-1968) du GATT. Après des études à la Westminster City School de Londres, il a étudié le droit à la London School of Economics (LSE). Avant d'entrer au GATT, il a exercé en tant que membre du Barreau anglais et il a été chargé de cours à la LSE, puis il est entré au Ministère de l'économie de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale et il a occupé des postes diplomatiques à l'Ambassade britannique à Washington et à l'Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction. En 1946, le premier Secrétaire général de l'ONU, Trygve Lie, l'a nommé Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur le commerce et l'emploi. Après cette conférence qui a abouti à la Charte de La Havane, il est resté en poste comme Secrétaire exécutif de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce, puis du GATT. Il était l'auteur de l'ouvrage intitulé *GATT as an International Trade Organization: Some Structural Problems of International Trade* (1961).

Rufus H. Yerxa (États-Unis), né en 1951, a été Directeur général adjoint de 2002 à 2013. Titulaire d'une licence de sciences politiques de l'Université de Washington, d'un doctorat de droit de la faculté de droit de l'Université de Seattle et d'une licence de droit international de l'Université de Cambridge, M. Yerxa a été Ambassadeur auprès du GATT, puis Représentant adjoint des États-Unis pour les questions commerciales internationales, à Washington. À ces deux postes, il a joué un rôle important dans la négociation de l'Accord sur l'OMC du Cycle d'Uruguay et de l'Accord de libre-échange nord-américain et dans leur ratification par le Congrès. Avant cela, il a travaillé au Comité des voies et moyens de la Chambre des Représentants des États-Unis, où il était Directeur du Sous-Comité du commerce international. Il a guidé la rédaction et la promulgation de plusieurs lois commerciales importantes. Dans le secteur privé, M. Yerxa a pratiqué le droit et a exercé des fonctions de haut niveau dans de grandes entreprises. Il a été associé résident au Cabinet Akin, Gump, Strauss, Hauer & Feld, à Bruxelles, spécialisé dans le commerce international et la réglementation européenne. Il a ensuite été engagé par la société Monsanto, important producteur d'intrants agricoles, où il a été chargé du département juridique, et des départements des affaires gouvernementales et des relations publiques pour l'Europe et l'Afrique. Plus tard, il a exercé comme conseil juridique international de Monsanto à Washington.

Yuejiao Zhang (Chine), née en 1944, a été nommée à l'Organe d'appel en 2008 pour un mandat allant jusqu'en 2016. Licenciée du Collège chinois d'enseignement supérieur et de l'Université de Rennes (France) et titulaire d'une maîtrise de droit de la faculté de droit de l'Université de Georgetown, Mme Zhang est arbitre à la Commission d'arbitrage commercial et économique internationale de la Chine et à la Chambre de commerce internationale. Elle pratique le droit en tant qu'avocate. Elle est aussi Vice-Présidente de la Société chinoise de droit économique international. De 1998 à 2004, elle a occupé différents postes à la Banque asiatique de développement, notamment celui de Conseillère générale adjointe, de Coprésidente de la Commission de recours et de Directrice générale. Auparavant, elle a occupé plusieurs postes dans l'administration et les

universités chinoises, notamment celui de Directrice générale chargée du droit et des traités au Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (1984-1997), où elle a participé à la rédaction de diverses lois commerciales, telles que la Loi sur l'investissement étranger, la Loi sur les contrats et la Loi sur le commerce extérieur. De 1987 à 1996, Mme Zhang a été l'un des principaux négociateurs de la Chine dans le domaine de la propriété intellectuelle et elle a participé à l'élaboration de la législation chinoise sur les brevets, sur les marques et sur le droit d'auteur. Elle a aussi été conseillère juridique principale pour la réintégration de la Chine dans le GATT. Elle a négocié pour la Chine des traités bilatéraux de protection des investissements avec de nombreux pays. De 1982 à 1984, Mme Zhang a travaillé comme conseillère juridique à la Banque mondiale. Elle a été membre du Conseil d'administration d'UNIDROIT de 1987 à 1999. Elle est professeur de droit à l'Université Tsinghua et à l'Université de Shantou (Chine).

Robert B. Zoellick (États-Unis), né en 1953, a été Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales de 2001 à 2005. Diplômé du Swarthmore College en 1975, il a obtenu un doctorat de droit (mention *magna cum laude*) à la faculté de droit de Harvard et une maîtrise de politique publique à la John F. Kennedy School of Government en 1981. En 1980, il a habité à Hong Kong en tant que boursier. De 1985 à 1993, il a travaillé aux côtés du Secrétaire James A. Baker au Département du Trésor (comme Sous-Secrétaire adjoint chargé de la politique à l'égard des établissements financiers puis comme conseiller du Secrétaire) ; il a aussi travaillé au Département d'État (comme Sous-Secrétaire d'État aux affaires économiques et agricoles et comme Conseiller avec rang de Sous-Secrétaire) et il a été brièvement chef de Cabinet adjoint à la Maison-Blanche et assistant du Président. De 1993 à 1997, il a été Vice-Président exécutif de la société de financement immobilier Fannie Mae. De 2005 à 2006, il a été Secrétaire adjoint du Département d'État. De 2006 à 2007, il a été Vice-Président international de Goldman Sachs, Directeur et Président du conseil consultatif international de Goldman Sachs. Enfin, M. Zoellick a présidé le Groupe de la Banque mondiale de 2007 à 2012.